



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1966 MERCREDI 19 MARS 2014

GOVERNEMENT DE COHÉSION NATIONALE

Bientôt les secrets des consultations

La pression est actuellement exercée sur le chef de l'État pour qu'il livre enfin le secret de ses consultations amorcées au niveau de la classe politique dans la perspective de la formation du gouvernement de cohésion nationale. À en croire certaines sources, il serait déjà en possession de toutes les cartes et n'attendrait que le moment propice pour lever le suspense. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la rencontre convoquée pour ce mercredi à Kingakati où il sera notamment question de mettre sur la table des questions qui fâchent en rapport avec les enjeux politiques de l'heure. Des indiscretions laissent entendre que Joseph Kabila en profitera pour lever de grandes options en rapport avec la gestion des ambitions au sein de la majorité.

Si à l'opposition dite républicaine chapeautée par Léon Kengo wa Dondo on se dit partie prenante, l'aile pure et dure incarnée par l'UNC, l'UDPS et le MLC continue, pour sa part, d'évoluer en marge de ces tractations tout en réclamant la tenue d'un vrai dialogue conformément à l'esprit de l'Accord d'Addis-Abeba.

Page 18



Joseph Kabila posant avec le présidium et les membres du secrétariat technique des consultations nationales

La FEC dresse le portrait robot des prochains ministres

S'adressant au président de la République, la Fédération des entreprises du Congo (FEC) a établi quelques critères dans le choix des prochains animateurs du gouvernement de cohésion nationale censé être mis en place incessamment. La FEC tient à ce que les prochains ministres partagent la même vision que le chef de l'État. Celle-ci se résume par la loyauté envers le pays et son chef. Ensuite, il leur faudra aussi développer la capacité d'être des vecteurs d'unité nationale et de concorde, et non d'exclusion et de sectarisme.

Selon la FEC, la République a besoin d'hommes et de femmes jouissant d'une moralité irréprochable. Ils deviendront indistinctement de toutes les provinces congolaises avec pour seul objectif commun la détermination à travailler en équipe pour redresser le défi du développement auto-centré de la RDC.

Page 18



Albert Yuma, président de la FEC

MLC

Alexis Lenga boude le dernier passage à Kinshasa de Fatou Bensouda

Pour le secrétaire général adjoint du MLC en charge des fédérations, le récent séjour au pays de Fatou Bensouda suscite quelques inquiétudes. Très averti sur la nature de la coopération pas toujours harmonieuse entre la RDC et cette juridiction internationale avec, à la clé, l'arrestation irrégulière du député Fidèle Babala, Alexis Lenga pense que cette visite dans la capitale de la procureure de la CPI viserait à comploter davantage contre les Congolais.

Il a tenu ces propos le week-end dernier lors d'une tournée de redynamisation des activités du parti organisée à la fédération de Mont-Amba. Quant au gouvernement de cohésion nationale, il a indiqué à ce sujet que la position du MLC est guidée par la feuille de route édictée lors des consultations nationales, lesquelles consultations ne prévoyaient nullement un quelconque partage du pouvoir.

Page 18

MUSIQUE

Tshala Muana annoncée au Zénith de Paris

La Mamu nationale est l'une des cinq « Divas d'Afrique » invitées à se produire dans la salle mythique le 26 avril, à l'occasion de la soirée organisée par Harissa Music et Rosada productions en hommage à Mandela. Sans nul doute, la Reine du Mutwashi doit cette programmation à un grand mérite. L'organisation souligne qu'elle est reconnue dans le continent et dans le monde pour avoir « donné ses lettres de noblesse à la musique traditionnelle » de son Kasai natal.

Tshala Muana devrait partager la scène avec Titi « La lionne », Oumou Sangare, Affou Keita et Adiouza pour un concert prévu de 23h à 4h30. Cette production de la Mamu nationale est dorénavant perçue comme un prélude à la levée de l'embargo de fait décrété par la diaspora congolaise (les fameux combattants) sur les artistes congolais privés des concerts en France et ailleurs.

Page 21

ART PLASTIQUE

Yango, première biennale de Kinshasa

La manifestation basée sur le thème « Avancer » est prévue du 27 octobre au 29 novembre 2014. Pour cette première édition, la biennale Yango (C'est ça) interroge les caractères expressifs qu'offre le Congo. Pour ce faire, indique-t-on, chaque artiste, partant de sa réalité personnelle, va questionner et inventer un Congo qui avance. Ainsi, apprend-on, cette première édition mettra l'accent sur l'art pour un développement responsable, sur les questions liées à la création d'un marché de l'art contemporain au Congo et sur la place de la femme artiste plasticienne. L'appel à candidatures pour les artistes lancé en décembre dernier s'est clôturé depuis la fin du mois de janvier. Le comité de sélection statue actuellement sur les dossiers avant la publication de la liste des artistes sélectionnés.

Page 21

ÉDITORIAL

Faux pas

Alors qu'elle vient de subir sur son flanc est un revers historique avec le rattachement de la Crimée à la Russie, qui annonce peut-être une implosion pure et simple de l'Ukraine, l'Union européenne commet une deuxième et plus dramatique erreur. Incapables de s'entendre pour tenir la promesse qu'elle avait faite aux pays africains de contribuer à la force internationale qui doit se déployer en Centrafrique afin d'y ramener la paix, ses ministres des Affaires étrangères n'ont pas réussi, lundi, à se mettre d'accord sur le nombre et la nationalité des soldats qui viendront épauler la Miska et la Sangaris. Ils ont projeté une nouvelle fois de l'Europe l'image d'une communauté floue, vague, sans réelles convictions et, ce qui est plus grave encore, sans projet politique.

Le fait est d'autant plus grave que dans moins de deux semaines se tiendra à Bruxelles un sommet Afrique-France censé mettre sur pied un nouveau partenariat entre les deux continents. Ce sommet réunira à Bruxelles, deux jours durant, quelque soixante-dix chefs d'État qui devront mettre à jour les accords de coopération existants et, surtout, donner un contenu concret à la Déclaration de Lisbonne, adoptée en décembre 2007, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'a guère donné de résultats probants. Il est évident que si d'ici là les vingt-huit continuent à discourir sans rien faire pour accompagner l'Afrique centrale dans sa longue marche vers la paix ils susciteront une réprobation politique qui pénalisera fortement leurs intérêts.

À ce stade de la réflexion et avant qu'il soit trop tard, nous ne saurions trop conseiller aux dirigeants européens de se procurer une copie de l'article qui ouvre le prochain numéro de la revue Géopolitique africaine-African Geopolitics. Sous le titre très explicite «*Afrique-Europe : pour un partenariat adapté aux réalités du vingt et unième siècle*», le président Denis Sassou-N'Guesso y démontre en effet pourquoi «*l'Afrique a besoin de l'Europe tout comme l'Europe a besoin de l'Afrique*». Il y dessine également les grands traits de ce que pourrait et devrait être un véritable partenariat entre les deux continents. Avec un appel à la raison ainsi formulé : «*Il nous semble important de prendre dès à présent la mesure des défis à relever et de faire preuve d'un grand pragmatisme dans la recherche de solutions adaptées.*» À lire et à méditer!

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LOCALES

L'OIF constate des difficultés dans le processus

En mission à Brazzaville, les experts de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ont identifié des difficultés majeures dans la mise en œuvre du processus électoral.

Une séance de restitution des conclusions de la mission de contact de ces experts, dans la perspective des élections locales au Congo, s'est déroulée le 18 mars en présence du commissaire général du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo, Marius Mouambenga, des partis de la majorité présidentielle, du centre et de l'opposition, ainsi que des membres de la société civile.

Cette rencontre a permis une lecture partagée du processus électoral à la lumière des analyses des experts francophones, afin d'établir des priorités communes à proposer aux autorités politiques ainsi qu'aux responsables d'institutions impliquées dans la gestion des élections. «*Il s'agissait d'une mission qui a été demandée par le Comité de suivi, pour voir quel était le diagnostic que l'OIF portait sur les prochaines élections locales. Nous avons fait un certain nombre de recommandations que nous avons souhaité partager avec les membres du Comité de suivi. Ce qui m'a frappé, c'est cette volonté qui anime les acteurs politiques de faire en sorte que les élections locales se déroulent dans de meilleures conditions. Ainsi, nous devons donc anticiper tous les obstacles qui peuvent se présenter d'ici là. J'ai relevé une sorte de consensus général au sein des acteurs politiques déterminés à lutter pour que le pays ne traverse pas de crise au moment de ces élections*», a déclaré le directeur chargé de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme de l'OIF, Christophe Guilhou.

«C'est dans l'alternance que l'on construit un pays»

Cette mission d'information et d'évaluation préélectorale a permis à ces experts d'évaluer le cadre de préparation des élections à la suite de la concertation politique de Dolisie, et notamment des mesures prises par

les autorités en charge de la gestion du processus électoral à la faveur de ce dialogue politique inter-congolais. En vue de permettre à la population de comprendre les enjeux des élections, et que le corps électoral ne fasse l'objet d'aucune contestation, les acteurs politiques de l'opposition ont recommandé que le principe de dialogue permanent soit un acquis. Et



Le présidium au cours de la séance de restitution

les partis de l'opposition et du centre de demander à la majorité présidentielle de mettre en application les trois principales recommandations faites à l'issue de la concertation politique de Dolisie, à savoir : le recensement administratif spécial, en phase finale ; l'érection de la Commission nationale d'organisation des élections en un organe indépendant ; et l'élargissement de la mission du Comité de suivi. «*Pour mettre en place un dispositif organisationnel afin que les élections se déroulent de façon apaisée, il faut nécessairement une volonté politique, car le Congo est un bien commun. C'est dans l'alternance que l'on construit un pays. Ainsi, le fichier électoral doit être fiable et faire l'objet d'aucune contestation, car l'opposition n'est pas seulement celle représentée à l'hémicycle, mais il existe une opposition de rue*», a déclaré un cadre de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPDS), Emmanuel Bongouandza.

Cinq secteurs ont retenu l'attention des experts

Après avoir identifié les difficultés dans la mise en œuvre du processus électoral, les missionnaires de l'OIF ont déterminé les secteurs pour lesquels l'assistance électorale de ladite

organisation a été jugée utile. Leur attention a porté sur cinq sujets principaux : la question du fichier électoral ; l'état-civil ; le financement des campagnes électorales ; la couverture médiatique des campagnes électorales et la régulation des médias en période électorale ; le contentieux électoral et la gestion des différends liés à l'organisation des scrutins. Ces domaines

d'intervention seront donc à la base de la coopération entre l'OIF et le Congo en matière électorale.

Conformément à leur mandat, les experts ont rencontré l'ensemble des responsables des institutions impliquées dans la préparation, l'organisation et le contrôle des élections, les acteurs politiques et de la société civile, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, de manière à recueillir des informations sur les conditions de préparation des élections locales. Sur cette base, ils ont élaboré un rapport circonstancié destiné aux autorités congolaises ainsi qu'à l'OIF et ses instances.

Notons que cette mission, qui avait pour objectif d'établir le dialogue entre l'OIF et les autorités congolaises autour de la question de l'organisation des élections, se poursuivra jusqu'au 21 mars. Elle permettra ainsi à l'ensemble des acteurs prenant part au processus électoral de maîtriser les problèmes et les solutions pouvant garantir l'amélioration du cadre d'organisation des élections au Congo. À terme, un projet de feuille de route sera élaboré en vue de renforcer les capacités électorales en République du Congo.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service),

Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service),

Luca Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaine Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence: Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de

la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces :

Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet,

Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel

Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble

Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

SOUVENIR

La République et le PCT rendent hommage au défunt président Marien Ngouabi

Les Congolais et les membres du parti congolais du travail (PCT) ont respecté la tradition. Ce 18 mars a vu nombreux d'entre eux investir le mausolée Marien Ngouabi pour une cérémonie de souvenir et d'hommage à l'ancien président du Congo (1968-1977).

Une présence nombreuse qui témoigne de l'attachement du peuple congolais et des membres du PCT à cet illustre disparu dont les idées et les actions continuent de les marquer, 37 ans après.

Les jeunes du PCT, réunis au sein de la Force montante congolaise, ont bravé le soleil de plomb qui arrosait Brazzaville, en marchant sur une distance de près de 6 km, du siège communal du PCT jusqu'au Mausolée Marien-Ngouabi, lieu de la cérémonie de recueillement. Très enthousiastes et vêtus de tee-shirts frappés de l'effigie de l'illustre disparu, ils entonnaient, tout le long du parcours, des chansons de soutien à l'actuel président de la République, Denis Sassou N'Guesso et de souvenirs à Marien Ngouabi, fondateur du PCT.



Firmin Ayessa se recueillant sur la tombe de Marien Ngouabi

Au point de chute, dans la cour du Mausolée, c'est une ambiance de fête qui a dominé et ceci, peu avant l'arrivée des officiels. C'est à 14 heures 30 minutes que le

protocole national a conduit le ministre d'État, directeur de cabinet du chef de l'État, Firmin Ayessa, sur la tombe de l'ancien président pour le rituel : le dépôt

de la gerbe de fleurs. Le même geste a été accompli, quelques minutes plus tard, par le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo. Le recueillement s'est poursuivi avec

les membres du parti. Le président du PCT de la fédération de Brazzaville, Gabriel Ondongo a indiqué qu'il s'agit d'un moment de vive émotion. Il a salué la forte mobilisation des militants. « Cette marque de considération des militants à notre défunt président fondateur nous reconforte et doit nous interpeller de travailler davantage », a-t-il déclaré. Interrogé sur le fait que le PCT ne rend hommage à son président fondateur que lors de la commémoration de sa mort, le 18 mars, Gabriel Ondongo a assuré que dans les jours à venir le parti ne manquera pas de corriger ce déficit. Constat du journaliste, et des autres observateurs : le Mausolée Marien-Ngouabi a subi une petite cure de jouvence. On le voit à travers les murs des maisons qui ont été repeints et le gazon bien taillé. Est-ce pour cette circonstance ? En effet, beaucoup reste encore à faire pour ce lieu de mémoire qui doit être attractif comme d'autres mausolées dans le monde.

Roger Ngombé

EAU ET ASSAINISSEMENT

Les grands enjeux en débat ce mercredi à Brazzaville

L'Agence française de développement (AFD)/bureau de Brazzaville, se réunit aujourd'hui, à l'Institut français du Congo, les acteurs locaux pour aborder les grandes questions que soulèvent les problématiques de l'accès à l'eau au Congo, hors des grands centres urbains.

Sur le thème « Permettre un accès durable à l'eau en milieu rural, enjeux et retours d'expériences pour le Congo », cette rencontre a lieu à l'occasion d'une mission de l'expert de la division Eau et Assainissement de l'AFD, Martin Lemenager.

Cette table ronde vient à point nommé puisque l'accès à l'eau constitue un enjeu important au Congo, où le taux d'équipement en milieu rural était en moyenne de 29% en 2008 avec de fortes disparités entre les départements. Si des efforts importants sont consentis par le gouvernement congolais afin d'améliorer cette situation, la question de l'accès à l'eau en milieu rural constitue un enjeu compte tenu de l'isolement, des contraintes techniques ou socioéconomiques rencontrées. « La participation de nombreux acteurs du secteur de l'eau permettra d'orienter le débat vers les enjeux spécifiques de l'amélioration de l'accès à l'eau en milieu rural et notamment la question de la pérennisation des investissements réalisés en faveur des populations », relève un communiqué de l'AFD.

Les organisateurs indiquent que quatre intervenants structureront le débat lors de la table ronde, qui sera modérée par Bruno Bosle, chargé de mission de l'AFD Brazzaville. La représentante du bureau Congo de l'organisation internationale Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA), Georgette Ingani, présentera les enjeux de l'accès à l'eau pour les populations et les initiatives d'EAA pour y faire face. Pour sa part, le directeur général de l'Agence Nationale pour l'hydraulique rurale (ANHYR), François Gamboni, évoquera la situation de l'accès à l'eau en milieu rural et les enjeux plus spécifiquement rencontrés au Congo. Le chef de projet dans le district du Pool pour la Croix-Rouge française, El Hadj Ba, apportera, en ce qui le concerne, le témoignage d'un projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement en cours dans le district d'Igné.

Notons que l'eau et l'assainissement font partie des actions prioritaires de l'AFD au Congo. À ce titre, l'agence mène actuellement un projet de drainage pluvial et de gestion des déchets à Brazzaville, pour lequel sont engagés 24 millions d'euros, soit 15,8 milliards FCFA, dans le cadre du contrat de Désendettement et développement (C2D).

Nestor N'Gampoula

Une tribune sur l'action du président Marien Ngouabi

37 ans après la mort du président Marien Ngouabi (18 mars 1977), son œuvre marque encore la mémoire de ses anciens compagnons et militants du Parti congolais du Travail (PCT). C'est le cas du président du Sénat, André Obami-Itou, du préfet Maurice Claude Maléla-Soba et de l'ancien ministre de la Jeunesse Jean-Pierre Ngombé qui ont animé une tribune sur l'illustre disparu.

Les trois orateurs ont tour à tour rappelé les immenses qualités du président Marien Ngouabi. À la question de savoir si ce 18 mars 2014 était un jour de tristesse, André Obami-Itou a souligné qu'au contraire, c'était un jour de souvenir d'un homme internationalement connu pour ses prises de position.

En effet, Marien Ngouabi fut un intrépide militaire qui vint à la politique en 1963 après la création du Mouvement national de la révolution (M.N.R). Lorsqu'il sentit que ce parti déviait de sa ligne idéologique, il créa, avec certains camarades, le Conseil national de la révolution (C.N.R). À la même époque, poursuit André Obami-Itou, certains idéologues du C.N.R avaient pensé qu'un mouvement ne pouvait pas diriger une révo-

lution. C'est ainsi que Marien Ngouabi créa le Parti congolais du travail, le 31 juillet 1968. Et de préciser que la création du PCT n'était en fait que la conséquence de plusieurs contradictions survenues au sein du C.N.R.



André Obami-Itou (à droite) appuyé par Jean-Pierre Ngombé (à gauche) et Maurice Claude Maléla-Soba

Marien Ngouabi, un homme du débat

Pour sa part, le préfet Maurice Claude Maléla-Soba a insisté sur les qualités de l'homme. « Il aimait dialoguer avec les jeunes, il était très modeste », a-t-il déclaré en s'appuyant sur sa vision pour la jeunesse, l'école, les masses populaires. « C'était un camarade qui avait l'esprit des débats. Il était animé par le souci de construire une société socialiste au Congo.

C'était un camarade franc, tolérant qui avait beaucoup fait avec les luttes de libération des pays d'Afrique australe (Mozambique, Angola, Namibie et autres). » Autre qualité évoquée, le pardon. Pour Jean-Pierre Ngombé, le pré-

sident Marien Ngouabi était l'humilité même. « Il est reparti à l'école tout en étant chef de l'État. Ce qui était rare en Afrique. » Pour conclure, cet appel d'André Obami-Itou à la jeunesse : « lorsque les jeunes arrivent dans un parti, ils doivent apprendre auprès des anciens. Ils doivent s'imprégner des valeurs du parti. On ne peut pas être dans un parti et ne pas savoir pourquoi on y est. »

Jean-Jacques Koubemba



AVIS DE VACANCE DE POSTE N° 002/FRCON/2014

Date de publication: 14 mars 2014

Date limite de dépôt des candidatures: 28 mars 2014

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet UTF/PRC/014/PRC intitulé « Recensement général de l'agriculture, RGA », la FAO lance cet avis de vacance de poste en vue de recruter **Un(e) ASSISTANT(E) NATIONAL(E) ADMINISTRATIF(VE) ET OPÉRATIONNEL(LE)**

QUALIFICATIONS REQUISES

Formation universitaire avec spécialisation en gestion administrative / financière / ressources humaines. Au moins 7 ans d'expérience dans la gestion administrative, financière et opérationnelle des projets. Une grande rigueur et capacité d'organisation et une aptitude à travailler en équipe sont nécessaires, ainsi que la capacité de travailler efficacement sous contrainte de délais serrés. Une connaissance des procédures administratives liées aux projets de la FAO et des circuits administratifs nationaux serait un atout supplémentaire. Parfaite connaissance du français écrit et parlé nécessaire.

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

L'assistant (e) administratif (ve) et opérationnel (le) du projet RGA accomplira les tâches décrites ci-dessous, sous la supervision directe du Représentant de la FAO au Congo, avec les orientations opérationnelles du Chef de la Branche des Opérations du Bureau Régional de la FAO, Accra, avec les directives techniques du Consultant Principal du projet et en étroite collaboration avec le Coordonateur National du Projet et le reste du personnel du projet. L'assistant(e) aux opérations servira de point focal administratif et opérationnel du projet auprès du Représentant de la FAO et assurera l'interface entre le projet, la Représentation de la FAO, le Bureau Régional de la FAO à Accra et les services du siège de la FAO à Rome pour toutes les questions administratives et opérationnelles.

Il/Elle accomplira les tâches suivantes :

1. Suivi avec les différentes unités concernées du bureau régional et du siège de la FAO, des procédures administratives liées au recrutement des personnels du projet et au versement de leurs émoluments;
2. Briefing sur les points administratifs et opérationnels des personnels recrutés du projet ;
3. Suivi des procédures administratives liées aux commandes, aux fournitures et réception du matériel et des équipements du projet ;
4. Appui à l'organisation et au déroulement des Sessions de formation ;
5. Suivi financier des comptes du projet et appui dans la préparation des budgets et le contrôle des dépenses du projet;
6. Assistance dans la préparation des rapports périodiques d'avancement du projet et tout autre rapport administratif et financier nécessaire;
7. Appui dans toute autre tâche relevant de ses compétences et demandées par le Représentant de la FAO.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Brazzaville

Une (1) SECRETAIRES

QUALIFICATIONS REQUISES

Connaissances et Avoir un BTS en secrétariat ou équivalent
Aptitudes :

Expérience : Deux ans d'expérience comme Secrétaire
Connaissances : Bonne connaissance de la langue locale et connaissance de linguistique du français

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe du Coordonateur du projet RGA, le (la) secrétaire du projet va s'acquitter des tâches suivantes :

1. Traiter le courrier arrivée et départ ;
2. Analyser sommairement les correspondances et autres documents reçus par la cellule nationale de la coordination ;
3. Organiser le travail administratif du coordonnateur ;
4. Assister le coordonnateur et le personnel du projet ;
5. Assurer la circulation de l'information au sein de la cellule nationale de la coordination ;
6. Appuyer, participer aux réunions du projet et en rédiger les comptes rendus ;
7. Appuyer l'organisation des missions de terrain du projet (réservation et billets d'avion, autorisation de voyage, ordre de mission, visa de sécurité, TEC,...) ;
8. Mettre en forme les rapports d'activités ;
9. Suivre la gestion du budget du projet sur Excel et apporter un appui dans la préparation des rapports financiers (ouvrir un fichier des justificatifs, des BDC, des TA, des TEC...);
10. Traiter et examiner les informations relatives au projet conformément aux instructions reçues ;
11. Faire le suivi des messages du projet ;
12. Faire les photocopies des documents du projet ;
13. Classer tous les documents du projet (courrier, contrats, BDC, ordre de mission, autorisations, etc...);
14. Exécuter toutes autres tâches selon les besoins.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Brazzaville

Trois (3) GARDIENS

QUALIFICATIONS REQUISES

Connaissances et aptitudes : Instruction primaire

Expérience : Un an d'expérience dans un poste analogue au cours de la quelle le titulaire aura prouvé qu'il est digne de confiance et possède un jugement solide et rapide
Compétences : Capacité à entretenir des relations professionnelles, Personnalité ouverte, calme et patiente, Capacité à savoir utiliser une radio VHF.
Connaissances linguistiques : Bonne connaissance de la langue locale et une certaine connaissance parlée de la langue de travail du lieu d'affectation

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe du Coordonateur du projet RGA, le titulaire du poste, doté d'une radio portative VHF programmée sur une fréquence accessible au Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies (UNDSS) et aux responsables du bureau FAO Congo, accomplit les tâches suivantes :

1. Effectuer des rondes, veiller à la sécurité des bureaux et locaux du RGA, y compris les services de nuit, et signaler toute irrégularité ;
2. Prendre les mesures nécessaires dans les cas d'urgence touchant la sécurité des locaux du RGAE et informer le superviseur ;
3. Maintenir hors de l'enceinte du RGA les personnes étrangères et les visiteurs non autorisés ;
4. Effectuer l'ouverture et la fermeture des bâtiments ;
5. Vérifier que toutes les machines de bureau, les climatiseurs, les lampes, etc..., sont éteints après les heures de travail ;
6. Tenir le cahier de main courante ;
7. Contrôler les entrées et les sorties des véhicules; l'accès dans la concession du RGA est strictement interdit taxis et aux véhicules non autorisés ;
8. Contrôler les entrées et les sorties du matériel ; pour ce dernier cas, il faut exiger les décharges signées par les autorités compétentes du RGA ;
9. Exécuter d'autres fonctions selon les besoins.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Brazzaville

Un (1) AGENT D'ENTRETIEN

QUALIFICATIONS REQUISES

Connaissances linguistique : Connaissance de la langue locale et du français

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe du Coordonateur du projet RGA, l'agent d'entretien sera chargé de :

1. Garder l'intérieur des bureaux dans un état de propreté (aspiration tapis et/ou moquette, balayage, faire passer la serpillière et faire tout autre nettoyage demandé ;
2. Garder propre les toilettes et veiller à ce qu'elles soient toujours pourvues de matériel hygiénique (serviettes, savons et papiers hygiéniques) ;
3. Exécuter toutes autres tâches selon les besoins.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Brazzaville

Au niveau central : Deux (2) CHAUFFEURS

QUALIFICATIONS REQUISES

Connaissances et Avoir terminé l'enseignement secondaire, un permis

Aptitudes : avoir de conduire valable, connaître le code de la route et aptitude à effectuer des petites réparations d'automobiles, soigner sa présentation.

Expérience : deux ans d'expérience comme chauffeur.

Connaissances Bonne connaissance de la langue locale et connaissance de linguistique : la langue de travail du lieu d'affectation

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe du Coordonateur du projet RGA, le titulaire du poste accomplit les tâches suivantes :

1. Conduire les véhicules du RGAE pour transporter le personnel et/ou le matériel autorisés ;
2. Accueillir le personnel et les visiteurs officiels à l'aéroport Maya-Maya et aux embarcadères du Beach de Brazzaville, faciliter les formalités d'immigration, d'émigration et de douane si nécessaires ;
3. Collecter et distribuer le courrier ou tout autre document ;
4. Assurer parfois la livraison des équipements, matériaux et fournitures aux différents sites du projet et ramener les bordereaux de livraison dûment signés par les destinataires ;
5. S'assurer que le véhicule qui lui est confié est en bon état de marche et maintenu propre :
 - contrôler les niveaux d'huile, d'eau, contrôler la batterie, les freins, les pneus, etc. ;
 - effectuer les petites réparations en cas de panne ;
 - prendre toutes les dispositions pour les grosses pannes et réparations ;
 - assurer l'entretien quotidien du véhicule.
6. Consigner tous les déplacements officiels et non officiels, le kilométrage journalier, la consommation de carburant, les contrôles

d'huiles, les graissages, etc ... dans le carnet de bord du véhicule ;

7. Tenir à jour la fiche technique du véhicule ;

8. Exercer toute autre tâche pertinente à la demande du superviseur.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Brazzaville

Au niveau de terrain : Douze (12) CHAUFFEURS

QUALIFICATIONS REQUISES

Connaissances et Avoir terminé l'enseignement secondaire, avoir Aptitudes : un permis de conduire valable, connaître le code de la route et aptitude à effectuer des petites réparations d'automobiles, soigner sa présentation.

Expérience : deux ans d'expérience comme chauffeur.

Connaissances Bonne connaissance de la langue locale et connaissance de linguistique : la langue de travail du lieu d'affectation

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe du Coordonateur du projet RGA, le titulaire du poste accomplit les tâches suivantes :

1. Conduire les véhicules du RGA pour transporter le personnel et/ou le matériel autorisés ;
2. Collecter et distribuer le courrier ou tout autre document ;
3. Assurer parfois la livraison des équipements, matériaux et fournitures aux différents sites du projet et ramener les bordereaux de livraison dûment signés par les destinataires ;
4. S'assurer que le véhicule qui lui est confié est en bon état de marche et maintenu propre :

• contrôler les niveaux d'huile, d'eau, contrôler la batterie, les freins, les pneus, etc. ;

• effectuer les petites réparations en cas de panne ;

• prendre toutes les dispositions pour les grosses pannes et réparations ;

• assurer l'entretien quotidien du véhicule.

5. Consigner tous les déplacements officiels et non officiels, le kilométrage journalier, la consommation de carburant, les contrôles d'huiles, les graissages, etc ... dans le carnet de bord du véhicule ;

6. Tenir à jour la fiche technique du véhicule ;

7. Exercer toute autre tâche pertinente à la demande du superviseur.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Chef lieu des Départements

Un (1) PLANTON

QUALIFICATIONS REQUISES

Aucune qualification spécifique n'est requise

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe du Coordonateur du projet RGA, le titulaire du poste accomplit les tâches suivantes :

1. Recevoir, identifier et orienter les visiteurs ;
2. Classer et/ou vérifier des documents administratifs simples (factures, bordereaux, bons de commandes) ;
3. Contrôler l'accès et guider les visiteurs et/ou clients ;
4. Fournir des informations en recueillant et en distribuant le courrier du bureau et aux postes de travail du bureau ;
5. Exercer toute autre tâche pertinente à la demande du superviseur.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Brazzaville

Un (1) MANOEUVRE

QUALIFICATIONS REQUISES

Aucune qualification spécifique n'est requise

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe du Coordonateur du projet RGA, le titulaire du poste accomplit les tâches suivantes :

1. Exécuter les travaux d'entretien, physique et préventif des locaux, des bureaux et des équipements, de même que des travaux de réparation mineure ;
2. Assurer la manutention et le transport de marchandises, de mobilier et d'autre matériel selon les demandes ;
3. Tondre le gazon ;
4. Vider les poubelles ;
5. Entretenir la bache à eau
6. Exercer toute autre tâche pertinente à la demande du superviseur.

Durée: 36 mois.

Lieu d'affectation: Brazzaville

DOSSIER DE CANDIDATURE

CV, dernier Diplôme et lettre de motivation à envoyer, sous pli fermé (en précisant sur l'enveloppe le poste), à Mr le Représentant de la FAO

B.P. 972

14, Rue Behagle, Centre-Ville
Brazzaville/Congo

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

☐ «La crédibilité veut que les richesses de notre continent bénéficient, en premier lieu, aux peuples africains. Cela suppose que la coopération Sud/Sud soit au cœur de leurs partenariats économiques.»

Mohammed VI, roi du Maroc, AtlasInfo, le 8 mars 2014.

☐ «Simplement, la Russie n'est pas l'Afrique du Sud, et la Russie ce n'est pas l'Iran. Nous avons un besoin crucial de l'approvisionnement russe pour notre énergie, et nous ne pouvons pas nous permettre de prendre des mesures aussi radicales.»

Philippe Migault, directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques, RFI, le 16 mars 2014.

☐ «C'est quand l'euphorie commence à s'installer qu'il faut accroître sa vigilance...»

David Pastel, président de Pastel et Associés, boursier.com, le 20 février 2014.

☐ «Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas ; c'est parce que nous n'osons pas que les choses sont difficiles.»

Macky Sall, président du Sénégal, adresse aux Casamançais, Zinguinchor, le 17 mars 2014.

☐ «Le voile est le vestige d'une civilisation où l'on se cachait.»

Bruno Nassim Aboudrar, professeur d'esthétique à Paris-III, Libération-vidéo, le 14 mars 2014.

IN MEMORIAM

17 mars 2007-17 mars 2014 ; il y a aujourd'hui sept (7) ans que Monsieur Paul Luther Douniama « Monsieur la Bio », Vice-président de l'Association Ntsie-A-Yia quitta cette terre des hommes. Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pieuse pour le repos de son âme.



UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Une place assise vaut de l'or à la faculté de droit

Jadis une des plus réputées d'Afrique francophone, l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville, avec ses onze composantes dont cinq facultés, a perdu de son éclat. Partout, des problèmes se posent à l'instar de la Faculté de droit où les conditions d'études donnent matière à réflexion.

En attendant la mise en service de nouveaux amphis construits par l'État, la situation est difficile à tenir à la Faculté de droit, tout comme dans les autres établissements de l'université Marien-Ngouabi. La pléthore des effectifs conjuguée au délabrement des structures et à la négligence des managers, soumet les étudiants à une rude épreuve quotidienne.

Pour les étudiants qui habitent loin de cet établissement d'enseignement supérieur situé dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Congo, il faut se réveiller aux premières heures du jour, à 4 heures souvent, pour espérer trouver une place assise dans l'amphi Biojuris rebaptisé «Dojo» par les étudiants. En effet, construit pour accueillir 600 à 800 apprenants, cet amphi reçoit jusqu'à 2.000 personnes aujourd'hui. Les étudiants inscrits en Master sont également soumis à la même gymnastique. Les retardataires, notamment ceux qui arrivent après 5 heures, doivent suivre les cours soit debout, soit dans les couloirs, quand ce n'est pas tout simplement à l'extérieur de l'amphi à travers les haut-parleurs, dont la qualité du son est inaudible.

Des étudiants payent 150 FCFA pour la chaise

Pour contourner cette difficulté, des étudiants passent des consignes à leurs condisciples pour qu'ils leur réservent une place. D'autres arrivent à l'université avec des bancs privés. Quant à ceux qui ont quelques moyens financiers, ils louent des chaises en plastique sur place moyennant une somme de 150 FCFA par jour. Plusieurs enseignants sont parfois obligés d'organiser des cours de rattrapage, même le dimanche. «Je quitte chez moi à Talangaï à 1h du matin, et lorsque j'arrive à 3h-4h, parfois l'amphi est déjà plein. Or nous courons des risques dans un

quartier où l'insécurité bat son plein ces derniers temps. Une fois, trois bandits ont failli nous agresser vers le terminus de Mikalou où nous avons l'habitude d'aller prendre le bus», s'est plaint un étudiant en première année.

Résultat, certains auraient abandonné la faculté ou seraient en voie d'abandonner à cause de toutes ces tracasseries. En tout cas, ceux qui continuent de vivre ce calvaire fondent leur espoir sur une chose :



La façade principale

l'inauguration de l'amphithéâtre de 1.500 places en construction au rectorat. Selon nos informations, cette structure sera opérationnelle d'ici à quelques mois, le temps d'assainir les alentours des bâtiments et de construire les bâtiments annexes devant servir de salles de travaux dirigés. Les autorités y tiennent pour doter cet amphi de toutes les commodités devant permettre aux étudiants de prendre les cours dans de meilleures conditions, mais aussi de permettre à la faculté de faire face aux effectifs pléthoriques des étudiants. En dehors de la grande salle d'amphithéâtre, ces bâtiments comprendront des bureaux et six grandes salles pouvant aussi servir pour les travaux dirigés. Ils seront dotés d'appareils de surveillance et d'un système moderne de sonorisation. Le ministre à la Présidence de la République, chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean Jacques Bouya, qui avait visité ces travaux en décembre dernier, avait rappelé à cette occasion que les orientations du chef de l'État exigeaient que l'université Marien-Ngouabi soit modernisée et qu'elle puisse bénéficier du même confort

que l'université Denis-Sassou-N'Gusso en construction à Kintélé.

La Faculté de droit a 53 ans d'existence

La Faculté de droit a d'abord été en 1961, une école de droit, la première dans la sous-région, recevant les apprenants des quatre États de l'Afrique équatoriale française (AEF) et du Cameroun, et délivrant les diplômes de Licence en droit. Les récipiendaires de ces diplômes étaient parmi les hauts cadres de l'époque au

Congo, qui ont contribué à bâtir l'ossature du droit congolais. Certains parmi eux ont poursuivi leurs études à l'étranger. Avec l'éclatement de la Fondation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale (Fesac) en 1971, l'école, devenue faculté de droit, a fait partie, à partir du 8 mars 1977, d'un conglomérat d'établissements appelé Institut supérieur des sciences économiques, juridiques, administratives et de gestion (Inssejag). Elle est redevenue Faculté de droit après l'éclatement de l'Inssejag en trois établissements universitaires : la Faculté des sciences économiques et l'Institut supérieur de gestion. Grâce au retour au pays de plusieurs cadres formés à l'étranger, le niveau de formation s'est élevé jusqu'à la maîtrise.

L'université Marien-Ngouabi connaît les mêmes problèmes dans chacun de ses établissements. Des observateurs estiment qu'elle n'a jamais été véritablement construite. Espérons donc que 2014, déclarée année de «l'enseignement fondamental, enseignement technique, formation qualifiante et enseignement supérieur» apporte du bonheur à l'université de Brazzaville.

Parfait Wilfried Douniama

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP05	Comment répondre à un appel à projet des bailleurs de fonds: outils, technique et pièges à éviter	5 jours	03 au 07 mars 2014
GMP02	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	15 jours	03 au 21 mars 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	17 au 21 mars 2014
EP15	Perfectionnement en Excel	4 jours	24 au 27 mars 2014
EP04	Assurer la fonction d'Assistant (e) de direction	5 jours	24 au 28 mars 2014
EP05	Techniques de rédaction administration	5 jours	24 au 28 mars 2014
MDP01	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTP02	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMP07	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTP07	Maîtriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTP03	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation et perfectionnement	10 jours	Nous Contacter





FEDERATION DES MUCODEC

Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

Les Assemblées Générales des Caisses Locales MUCODEC se tiendront en mars 2014.
Sociétaires, votre voix compte ! Venez choisir vos élus locaux et ainsi participer activement à la vie de votre Caisse Locale.

DELEGATION BRAZZAVILLE – POOL - LIKOUALA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 4 mars	14 heures	Moungali	Palais des congrès
Mercredi 5 mars	14 heures	Makélékélé	
Jeudi 6 mars	14 heures	Plateau des 15 ans	
Vendredi 7 mars	14 heures	Ouenzé	
Samedi 8 mars	09 heures	Bacongo	
Lundi 10 mars	14 heures	Talangaï	
Mardi 11 mars	14 heures	Poto - Poto	
Mercredi 12 mars	14 heures	Brazza Centre	
Jeudi 13 mars	14 heures	CCF	
Vendredi 14 mars	14 heures	Tsiémé	
Samedi 15 mars	09 heures	La Gare	
Lundi 17 mars	14 heures	Kinkala	Salle MATSOUA
Mardi 18 mars	14 heures	Impfondo	Salle des fêtes de la Préfecture
DELEGATION POINTE- NOIRE -- KOUILOU – NIARI – BOUENZA - LEKOUMOU			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Mouyondzi	Maison commune
Mercredi 12 mars	14 heures	Madingou	Préfecture
Jeudi 13 mars	14 heures	Nkayi	Salle SARIS
Vendredi 14 mars	14 heures	Sibiti	Maison commune
Samedi 15 mars	09 heures	Dolisie	Salle ENI
Lundi 17 mars	14 heures	Fond Tié - Tié	Forum MBONGUI
Mardi 18 mars	14 heures	Grand Marché	
Mercredi 19 mars	14 heures	Mvou - Mvou	
Jeudi 20 mars	14 heures	Tié - Tié Centre	
Vendredi 21 mars	14 heures	Loandjili	
Samedi 22 mars	09 heures	Centre Ville P/N	
Lundi 24 mars	14 heures	Tchimbamba	
Mardi 25 mars	14 heures	Tchikobo	
DELEGATION PLATEAU – CUVETTE - SANGHA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Djambala	Maison de la femme
Mercredi 12 mars	14 heures	Gamboma	Bar Maison Blanche
Jeudi 13 mars	14 heures	Boundji	Bar MOLOMBA
Vendredi 14 mars	14 heures	Ewo	Salle du Conseil Départemental
Samedi 15 mars	14 heures	Owando	Réfectoire ENI d'Owando
Lundi 17 mars	14 heures	Oyo	CEG SASSE IPA
Mardi 18 mars	14 heures	Makoua	Salle des sœurs
Jeudi 20 mars	14 heures	Ouessou	Lycée
Vendredi 21 mars	18 heures	Ngombé	Siège du Comité du village
Samedi 22 mars	14 heures	Pokola	Ecole primaire
Mercredi 26 mars	14 heures	Mossaka	Bar KOUMOUS

Rejoignez-nous !

MÉDIAS

25 journalistes formés au monitoring

Ces professionnels des médias, regroupés au sein d'une unité, constituent le premier maillon de moniteurs au Congo. Leur mission : faire le suivi des informations traitées par les médias publics, privés et locaux durant le processus électoral.

Venus de la Cuvette, la Sangha, la Likouala, des Plateaux, du Niari, de Pointe-Noire et de Brazzaville, ils ont pris part à un séminaire-atelier qui s'est tenu les 14 et 15 mars dans la capitale. Cet atelier de mise à niveau des moniteurs des médias, vise à promouvoir la liberté de la presse et améliorer la qualité de la presse congolaise dans le traitement de l'information en période préélectorale, électorale et postélectorale.

En effet, cette formation permettra aux participants d'apporter leur

contribution dans la réussite des processus électoraux, aux fins d'organiser des scrutins crédibles et transparents au Congo. « Cette démarche créera des plages de collaboration entre les journalistes et le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC). La dynamique ainsi créée favorisera à terme l'émergence d'une presse écrite crédible, professionnelle et capable de consolider la démocratie et les principes de bonne gouvernance au Congo. Les élections étant souvent sujettes à controverse, le premier test serait la réussite des élections locales, prévues cette année. Raison pour laquelle j'appelle les participants à intérioriser les connaissances acquises tout au long des différents processus électoraux », a déclaré le vice-président du CSLC, Claude An-

toine Siasia. Les connaissances acquises au cours de cet atelier permettront aux professionnels des médias de prévenir ou de circonscrire tous les facteurs d'instabilité liés à un mauvais traitement de l'information en période électorale. Ils seront ainsi comptables des résultats produits. « C'est pour la première fois que nous participons à cette formation. La liberté d'expression d'un peuple grâce à une presse libre est une caractéristique de la démocratie. Les connaissances acquises ne seront pas faciles à mettre en pratique, mais nous allons nous référer à la documentation afin de savoir remonter l'information à l'organe de coordination. L'information que nous produirons sera analysée et pourrait constituer des documents d'aide à la décision », a affirmé Francis Kassa-Boussou-



Les participants au cours de l'atelier

gou, journaliste à Radio Pointe-Noire.

Après la formation des formateurs en monitoring des médias et sur l'administration électorale, les moniteurs issus de ce troisième et dernier module de formation en technique Bridge, exerceront sur une durée de trois mois, à compter du 1er avril. À cet effet, une plateforme d'information sera mise en place afin de poursuivre ce processus. Dans la perspective d'affermir la confiance mutuelle entre l'or-

gane régulateur et la presse, le CSLC s'est doté d'un site web, qui sera opérationnel en avril. Initié par le CSLC en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement, cet atelier de mise à niveau a été rendu possible, grâce à l'appui technique de l'Institut Gorée. Notons qu'à terme, 350 journalistes et membres du CSLC ont été formés en trois modules de formation technique Bridge.

Josiane Mambou Loukoula

MOIS DE LA FEMME

Débat sur la question du travail décent

En collaboration avec l'association Mwasi ya Congo lamouka, la présidente de la sous-commission «équité, genre, personnes vulnérables, minorités et peuples autochtones» au sein de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), Gisèle Elanga, a organisé, le 15 mars à Brazzaville, une causerie débat sur le travail décent en faveur des femmes.

Les représentantes d'organismes féministes présentes à cette séance ont toutes loué l'une des résolutions adoptées par la conférence internationale du travail en 2004, relative à la promotion de l'égalité de rémunération et à la protection de la maternité. « Lors de la rédaction de la constitution de l'OIT, les propositions émanant des femmes syndiquées étaient jugées trop radicales pour l'époque, par exemple un salaire égal pour un travail égal et des salaires minimaux pour le travail domestique », a expliqué Gisèle Elanga.

Dans le contexte national, les Congolaises sollicitent de la part des agences d'emploi publiques et privées, l'égalité des chances et de traitement. Elles souhaitent que les candidates aux différents tests d'emploi soient à chaque fois informées sur leurs droits à l'égalité de traitement, faisant référence aux droits à la rémunération, aux conditions de travail, à la sécurité de l'emploi, à l'harmonisation entre vie professionnelle et occupations personnelles. « Le principe du salaire égal pour un travail égal aborde les différentes formes de discrimination structurelle du marché du travail qui provoquent une ségrégation sexuelle. Cela signifie que les niveaux et types de rémunération ne doivent pas être déterminés en fonction du sexe, mais en fonction d'une évaluation du travail effectué », a poursuivi Gisèle Elanga.

Les conférences, lois, forums et institutions internationales qui siègent sur la question féminine, avouent que l'égalité entre les sexes implique que tous les hommes et les femmes soient libres de développer leurs aptitudes personnelles.

S'agissant du travail décent pour les femmes et les hommes, par exemple: « L'engagement de l'OIT à la question de l'égalité entre hommes et femmes prend encore plus d'importance dans le cadre de la déclaration ministérielle du Conseil économique et social (ECOSOC) adoptée en 2006. La déclaration réaffirme la détermination des pays à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes et des filles. »

Et la présidente de la sous-commission «équité, genre, personnes vulnérables, minorités et peuples autochtones» au sein de la CNDH de rappeler: « La conférence de Nairobi en 1985 a incité l'adoption par l'OIT de l'égalité des chances et de traitement entre travailleurs et travailleuses en matière d'emploi. »

Fortuné Ibara

RÉINSERTION DES JEUNES FILLES

Des machines à coudre et des pagnes traditionnels pour «Action Talitha Koum»

Le chargé d'affaires de l'ambassade de la République populaire de Chine en République du Congo, Liu Cunxiao, a remis ce don le 17 mars au directeur de cabinet de la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Ludovic Oniangué, qui l'a transmis par la suite à la sœur Marie Thérèse Nkouka, responsable de l'ONG.

Composé de seize machines à coudre de marque chinoise et des tissus traditionnels (pièces d'étoffe) d'origine congolaise, ce don est, d'après la partie chinoise, un encouragement et une aide à la femme pour son perfectionnement et l'obtention d'un statut social. « Le gouvernement chinois, en considérant la femme comme la moitié du ciel, attache une grande importance à la femme, qui a incontestablement le droit d'être éduquée, d'acquiescer le savoir-faire en recevant des formations professionnelles pour mieux faire face aux concurrences sociales. Ce don pourrait être utile à la formation professionnelle de la femme de l'association Action Talitha Koum », a indiqué Liu Cunxiao.

Pour lui, ce don est également une façon pour l'ambassade de Chine d'associer ses efforts à ceux des

femmes congolaises pour mettre en valeur leurs talents et intelligences dans l'édification d'un pays émergent. Le chargé d'affaires s'est, par ailleurs, réjoui du fait que le Congo connaît des progrès considérables sur les questions des femmes. Depuis la création en 2000, du Forum sur la coopération sino-africaine, a-t-il rappelé, et au fur et à mesure que se développe la collaboration politique, économique et commerciale, les attentes n'ont cessé de grandir en matière d'échanges entre organisations non gouvernementales.

Réceptionnant le matériel, Ludovic Oniangué a rappelé que la remise de ce don intervient dans un contexte particulier marqué par la célébration des 50 ans d'établissement des relations entre le Congo et la Chine, et la célébration du mois de mars, consacré à la femme. Elle intègre aussi la politique du ministère consistant à soutenir les activités génératrices de revenus en faveur des femmes et jeunes filles très souvent en errance. « Ce don est une manière d'apprendre à pêcher à ces jeunes filles désœuvrées tout en leur munissant d'outils nécessaires à une bonne pêche qui les sortira de cette situation. Il arrive également en temps opportun, car c'est une ré-

ponse aux préoccupations de notre ONG partenaire, Talitha Koum, spécialisée dans la prise en charge des jeunes filles désœuvrées », a souhaité le directeur de cabinet.

Créée il y a 15 ans, l'Action Talitha Koum (en langue araméenne, signifie: « Jeune fille, lève-toi, je te l'ordonne ») vise, entre autres, à aider les jeunes filles en les sortant de la détresse scolaire dont elles sont victimes. Cela se traduit par l'analphabétisme, l'abandon scolaire, les grossesses précoces et sans soutien ainsi que le désœuvrement et ses conséquences. Pour Marie Thérèse Nkouka, cette dotation vient au moment où le rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de l'Unesco déclare que 100 millions de jeunes femmes sont incapables de lire une phrase et que 31 millions de filles non scolarisées n'iront jamais à l'école. Au plan national, elle intervient au moment où le chef de l'État congolais a consacré, pour la deuxième fois consécutive, cette année à l'éducation de base. « La cérémonie de ce jour, va redonner espoir à un certain nombre de jeunes filles que nous avons déjà formées en couture au centre Talitha Koum. Les machines à coudre que nous recevons ici et les tissus qui les accompagnent feront des femmes heureuses que vous pouvez voir, d'ici peu à l'œuvre pour le bonheur de nous tous », a-t-elle assuré.

Rappelons enfin que l'Action Talitha Koum est un centre d'alphabétisation et d'apprentissage des métiers d'intérêt immédiat comme la restauration, la couture, que les jeunes filles choisissent par préférence. Cette association accueille également des garçons pour les former à des métiers qui leur permettront d'assurer leurs responsabilités de chefs de familles tels que les arts plastiques, le génie civil et l'agropastoral.

Parfait Wilfried Douniama



Liu Cunxiao, Ludovic Oniangué et Marie Thérèse Nkouka posent avec les membres du cabinet du ministère de la Promotion de la femme et ceux de l'Action Talitha Koum ; crédit photo Adiac



« JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME »

AIRTEL double la mise en célébrant le 8 mars

Comme chaque année, le monde célèbre le 08 mars, journée déclarée de la Femme qui a été officialisée par l'ONU en 1977. Par tradition, c'est une journée de retrouvailles, de réflexion, d'échanges de toutes les femmes du monde en général et du Congo en particulier, constituées en ONG, groupements et associations militantes d'évaluation des avancées des femmes dans la lutte contre l'égalité des sexes, l'amélioration des conditions de vie et dans la résolution de la problématique du genre.

Depuis l'instauration de la municipalisation accélérée au Congo, la journée nationale du 08 mars est célébrée au chef lieu du Département qui a été choisi pour commémorer les festivités du 15 août et, l'honneur est revenu à la ville de SIBITI d'abriter cette journée sous le haut patronage de Madame l'Epouse du Chef de L'Etat, Marraine de la fête nationale et du réseau Airtel DIVAS.

Dans le cadre de cette célébration et de la responsabilité sociale d'entreprise, la Société AIRTEL Congo, dans le souci d'être toujours proche des communautés, a organisé plusieurs activités sur toute l'étendue du territoire dont.

- Don de machines à coudre à l'Association Femmes Sûres de Sibiti.
- Sponsor du tournoi de Nzango moderne en partenariat avec le Comité Départemental de Nzango Moderne de Brazzaville.
- Lancement d'une offre à valeur ajoutée pour les femmes « Airtel Mwasi »

Don des machines à coudre:

Airtel a procédé le 10 mars 2014 à la remise d'un don de 20 machines à coudre à l'Association Femmes sûres de Sibiti sous le patronage des autorités de la localité de Sibiti, Association qui compte plus de 3.000 membres. Ce don est un plus pour cette association qui permet non seulement d'améliorer les conditions des femmes pour leur émancipation dans le monde professionnel mais aussi de per-



Remise des machines à coudre à l'Association Femme Sûres de Sibiti



Les femmes pendant le défilé



Le match d'ouverture

au 29 Mars 2014 « Le tournoi Femmes et Sports ». L'ouverture officielle de ce tournoi a eu lieu le 8 mars à 09 heures à l'esplanade du stade MASSAMBA-DEBAT. Toutes les équipes participantes ont défilé à cet effet suivi du match d'ouverture.

AIRTEL Mwasi:

Par la même occasion, et toujours dans l'optique de célébrer la femme, Airtel a mis à la disposition de l'ensemble de ses abonnés en particulier les FEMMES, un nouveau service à valeur ajoutée appelé « Airtel Mwasi ». Ce service innovant a pour objectif d'apporter une touche particulière dans le quotidien de la femme, afin de l'aider à concilier les différents aspects de la vie au quotidien tel que : la carrière professionnelle, la beauté, la Santé, les Conseils d'entretien de la maison, la vie sentimentale, et le tout à travers des conseils et des astuces de tout genre.

Pack DUO 8 Mars:

Pour l'occasion, Airtel double la mise en mettant sur le marché, un super PACK DUO dans tous les points de vente de son réseau de distribution avec :

- 1 Smartphone HUAWAI + 1 ZTE avec 2SIM et 200SMS à seulement 130.000 Fcfa.

A PROPOS DE BHARTI AIRTEL

Bharti Airtel Limited est l'une des plus grandes sociétés de télécommunications dans le monde avec des opérations dans 20 pays en Afrique et en Asie. Basée à New Delhi, en Inde, la société fait partie des quatre plus grands opérateurs de téléphonie mobile au monde en termes du nombre d'abonnés. En Inde, elle offre des services variés : notamment des services mobiles 2G et 3G, des lignes fixes, du haut débit ADSL, l'IPTV et le DTH, et des solutions pour entreprises et services nationaux et internationaux de longue distance aux opérateurs de téléphonie. Sur les autres marchés, elle fournit des services mobiles

Rubriques	Souscription et Désactivation via USSD	Souscription et Désactivation via SMS au 144
Soin pour enfant	*144*81#	ENFANT
Beauté	*144*82#	BEAUTE
Carrière	*144*83#	CARRIERE
Soin de la maison	*144*84#	DOMICILE
Les relations	*144*85#	RELATION
Coûts de souscription: Mois à 700F CFA, Bi-Hebdo à 400 F CFA, Hebdo à 200F CFA et Jour à 25F CFA		

Les femmes étant à l'honneur, Airtel offre gratuitement à toutes les femmes une souscription d'un (1) mois à AIRTEL Mwasi.

mettra de doubler la capacité financière des femmes grâce à la couture et à la vente de plus de vêtements; d'augmenter la productivité des cultures de bananes, des légumes et autres produits, aussi à payer des médicaments supplémentaires chaque mois pour

l'infirmerie de l'association avec le revenu incrémental apporté par l'utilisation de ces machines.

Le Tournoi Nzango:

Airtel en partenariat avec le Comité Départemental de Nzango Moderne de Brazzaville organisent du 08

2G et 3G, ainsi que le commerce mobile. Bharti Airtel comptait plus de 289 millions d'abonnés sur l'ensemble de ses marchés à la fin du mois de janvier 2014. Pour en savoir plus, consultez le site www.airtel.com

SERVICES PUBLICS D'EMPLOIS

Les acteurs souhaitent la dynamisation de la fonction « RH »

Réunis à Brazzaville les 12 et 13 mars à la faveur de l'atelier sur «les politiques et stratégies de développement des ressources humaines des services publics d'emplois», les participants venus de 24 pays d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, dont la Corée du Sud, la Belgique, la Suède, la Hongrie, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et la France, ont formulé des recommandations.

Cet atelier organisé conjointement par l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre (Onemo), l'Association mondiale des services d'emploi publics (Amsep) et l'Association africaine des services d'emploi publics (Aasep), avait pour but de permettre aux participants d'échanger leurs expériences en matière de gestion prévisionnelle des emplois et compétences. Ceci en vue de mutualiser les acquis et les forces pour permettre une meilleure adéquation formation/adaptation des Services publics d'emplois (SPE) à l'évolution et aux exigences rapides des besoins du marché du travail. La thématique a été subdivisée en trois sous-thèmes, notamment: «Le rôle stratégique de la gestion des ressources humaines des SPE»; «La gestion prévisionnelle des emplois, des métiers et des compétences au sein des SPE : concepts, outils, méthodes et indicateurs»; «Le processus de recrutement : quelles compé-

tences pour quelles missions». À l'issue des deux jours de travaux, les participants, ont recommandé, entre autres : le renforcement des capacités des gestionnaires des ressources humaines des SPE par la formation et le perfectionnement ; la dyna-

misation ou la création de la fonction «ressources humaines» au sein des SPE. Ils ont aussi suggéré la professionnalisation du personnel des SPE en général et du personnel opérationnel en particulier, en vue de disposer d'un service de qualité et normalisé grâce à des plans de formation continue, pertinents, rigoureux mis en œuvre et évalués.



Une vue des participants

gers, des personnels avec la bonne formation et les qualifications pour leurs missions et pour le développement des services, il n'y aura pas de résultats. Aucun SPE n'est meilleur que ses collaborateurs. Les méthodes, instruments, outils techniques différents que nous utilisons sont toujours dépendants des individus», a-t-elle rappelé. Les autres recommandations

concernent la réalisation d'un plaidoyer conséquent auprès des gouvernements afin que des moyens financiers adéquats soient accordés aux SPE en vue du développement en quantité et en qualité de leurs ressources humaines, et pour garantir la

proximité du SPE et son accès au plus grand nombre. Il a été aussi décidé de l'accélération par l'Aasep, avec le soutien de ses partenaires, d'un mécanisme favorisant la mise en place d'une structure spécialisée dans la formation du personnel des SPE en Afrique.

Mieux se positionner sur le marché de l'emploi

Tirant les leçons de ces travaux

au nom du directeur général de l'Onemo empêché, Albert Bahamboula a indiqué que le choix porté sur le thème central de cet atelier et les sous-thèmes abordés, a été judicieux car l'Onemo se trouve dans une phase de profondes réformes institutionnelles et structurelles. L'un des actes prioritaires de ces réformes, a-t-il expliqué, est la recherche d'une stratégie de développement de son facteur humain, gage de l'amélioration de son offre de service. «Ainsi, les échanges d'expériences des uns et des autres sont à capitaliser pour permettre à tous et à l'Onemo de bâtir une politique opérationnelle de développement des compétences de ses ressources humaines. Ces actions, nous en sommes sûrs, devraient nous permettre de définir et de mettre en œuvre une politique et une stratégie cohérente et opérationnelle de gestion des ressources humaines pour notre service public d'emploi», a-t-il rappelé, ajoutant que les résultats auxquels ils sont parvenus, doivent permettre à l'Onemo de mieux se positionner sur le marché de l'emploi face aux multiples évolutions possibles.

Rappelons que la cérémonie de clôture a été présidée par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Arsène Claude Amona.

Parfait Wilfried Douniama

TRAFIC DES PERSONNES

Les religions s'engagent

Catholiques, anglicans, musulmans et humanistes ont signé, hier au Vatican, un engagement à lutter contre la traite des êtres humains dans le monde.

Un accord a été signé lundi matin au Vatican par des représentants des Églises anglicane et catholique, et de l'université sunnite d'Al-Azhar pour lutter contre «les formes modernes d'esclavage et le trafic de personnes». Le protocole d'accord, sous le titre de Global Freedom Network, a été négocié avec le plein appui du pape François, de l'archevêque de Canterbury et du grand imam d'Al-Azhar, sous les auspices d'une fondation privée, la Walk Free Foundation, du magnat australien des mines, Andrew Forrest. Le protocole ouvre à la création d'un réseau interconfessionnel ayant pour but l'éradication de toutes les formes modernes d'esclavage et de la traite des personnes d'ici à 2020.

C'est l'archevêque argentin Marcelo Sanchez Sorondo qui a signé le document au nom du Vatican où il préside les Académies pontificales des sciences et des sciences sociales. L'an dernier, Mgr Sorondo avait organisé un séminaire de travail au Vatican en présence d'experts internationaux pour voir quelles ripostes concrètes l'Église et d'autres institutions pouvaient opposer aux

«le grave délit contre l'humanité qu'est la traite des femmes, des enfants, des immigrés, forme d'esclavage la plus répandue»

réseaux de traite d'êtres humains. À plusieurs reprises, le pape François a condamné «le grave délit contre l'humanité qu'est la traite des femmes, des enfants, des immigrés, forme d'esclavage la plus répandue»

de ce début du XXI^e siècle. Le Souverain pontife a décidé de faire de cette cause l'une des priorités de son pontificat. Le religieux sunnite Mahmoud Azab représentant le grand imam d'Al-Azhar, le père anglican David John Moxon pour l'archevêque de Canterbury Justin Welby, et Andrew Forrest, homme d'affaires et philanthrope, étaient présents le lundi

au Vatican, pour cette signature. «Global Freedom Network se veut un réseau interconfessionnel ouvert à toutes les religions et croyances», a souligné M. Forrest, moteur de cette initiative avec sa fondation Walk Free

Foundation. L'idée, a-t-il dit, est de travailler en amont, à la prévention, et en coopération avec les organisations déjà en lutte contre ce fléau qui toucherait 30 millions de personnes.

Le texte signé lundi comprend un mémorandum d'entente et une déclaration commune, qui dénonce «la violente capacité destructrice de l'esclavage moderne et de la traite des êtres humains», et invite les autres églises chrétiennes et confessions religieuses dans le monde à intervenir. Les parties signataires à l'accord ont pris une série d'engagements pour la première année d'activité du réseau : débarasser de leurs chaînes les fournisseurs de services et de tout soupçon d'esclavage ou de traite de personnes ; sensibiliser les familles, écoles et institutions religieuses pour identifier et dénoncer ces fléaux.

Le réseau appelle aussi les 50

plus grandes entreprises mondiales à garantir dans leur chaîne d'approvisionnement, l'exclusion de toute forme d'esclavage moderne et demande le soutien de 162 gouvernements et du G20 à la création d'un Fonds global qui financera des programmes d'éradication. Selon M. Forrest, le fonds qui fonctionnera selon une approche économique industrielle, sera lancé lors du prochain Forum économique mondial. Le représentant de la mosquée Al-Azhar, Mahmoud Azab, a expliqué l'implication de la plus haute autorité du monde sunnite par la volonté de s'attaquer aux problèmes concrets du monde avec une initiative noble, extraordinaire. «Il s'agit d'un appel fort contre l'égoïsme des pays riches, contre les sociétés matérialistes qui doivent cesser toute forme d'agression contre l'être humain», a-t-il conclu.

Lucien Mpama

UN RÉSEAU SANS ÉGAL POUR RELIER L'AFRIQUE AVEC LE RESTE DU MONDE



La plus jeune flotte, 200 vols quotidiens, 79 destinations sur 5 continents, 21 900 connexions sur le réseau Star Alliance, Récompensée par de prestigieux Awards.

Visit us at www.ethiopianairlines.com or call us Tel: 00242-222810766



Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

> **Acer Aspire E1-570**

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> **Acer Celeron (Rouge et Gris)**

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> **Acer Aspire V5-131**

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à

123.000 FCFA

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit

de 1 Mbps à partir de **30.000 FCFA**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com
 Web : www.amc-telecom.com

EXPLOITATION ILLÉGALE DES FORÊTS

Les pays de l'UE épinglés

Un militant écologiste libérien vient de demander à l'Union européenne (UE) de prendre les mesures adéquates contre les États membres qui n'ont pas mis en œuvre le règlement européen contre l'exploitation illégale des forêts en Afrique.

Selon l'organisation écologiste Client Earth, huit États membres de l'UE tardent à entreprendre la transposition du règlement européen contre l'exploitation illégale du bois. Dix autres, dont la France, en sont au stade des projets de loi, et la moitié des pays membres n'ont prévu aucune sanction dans le cas où du bois issu d'exploitations illégales entrerait sur le marché européen. Le lauréat 2006 du prix Goldman de l'environnement, Silas Kpanan' Ayong Siakor, de l'Institut de développement durable, estime que ce problème devrait être traité « de toute urgence ». « L'UE doit prouver son sérieux dans la manière d'aborder le problème et il est important de prendre des mesures contre les États membres qui ne respectent pas leurs obligations juridiques, a-t-il déclaré. Cela montrera que l'UE ne tente pas seulement de faire en sorte que les pays tiers suivent la réglementation, mais aussi qu'elle garantit que ses propres États membres s'y conforment réellement. »

En 2006, Silas Kpanan' Ayong Siakor a réussi à prouver que le

président libérien de l'époque, Charles Taylor, exploitait les bénéfices tirés de l'exploitation forestière illégale pour financer une guerre qui a duré quatorze ans. Suite à la publication de son enquête, le Conseil de sécurité des Nations unies avait interdit l'importation de bois libérien.

Ne pas se conformer au règlement relatif au bois enverrait « un très mauvais message » aux gouvernements africains, estime le militant libérien. « Cela sape le message officiel de l'UE qui consiste à dire qu'elle essaie de réduire l'exploitation illégale et risquerait de provoquer une augmentation de la déforestation. Les dirigeants politiques se tourneraient vers des gens comme nous et diraient : "Regardez ! Même l'UE ne considère pas qu'il est nécessaire d'agir contre l'exploitation illégale". »

Selon lui, ce serait révélateur d'un manque d'engagement pour aider l'Afrique et les pays du Sud. Les huit pays qui ont transposé le règlement sur le bois dans leur législation nationale sont : l'Allemagne, l'Autriche, Chypre, la Croatie, le Danemark, le Luxembourg, le Portugal, la République

tchèque, le Royaume-Uni et la Slovaquie.

Huit autres ont rédigé des projets de loi sans les adopter : la Belgique, la Bulgarie, la Finlande, la France, l'Irlande, la Pologne, la Roumanie et la Suède.

L'Estonie, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, la Hongrie, la Lituanie, Malte et la Slovaquie n'ont rien entrepris en la matière. Les Pays-Bas ont mis en place un système temporaire et la Lettonie n'a pas voulu prendre part à l'enquête. Les défenseurs de l'environnement relèvent que même lorsque les États transposent le règlement dans la législation nationale, les lois restent souvent vagues et remplies d'incohérences.

Le règlement sur le bois était supposé dissuader les pays d'exporter du bois exploité illégalement, ce qui rend d'autant plus attrayante la mesure incitative européenne des accords de partenariat volontaire (APV) pour les bois certifiés. Des négociations seraient en cours en Indonésie et en République démocratique du Congo, en vue de mettre en place des accords de ce type.

Noël Ndong

Trop de bois illégal continue d'entrer en Italie !

Les environnementalistes pressent le pays et trois autres membres de l'Union européenne de se mettre aux normes.

Depuis un an, l'Union européenne interdit l'entrée sur le territoire de ses 28 États membres du bois exploité hors norme de sauvegarde et/ou clandestinement coupé dans les pays tropicaux. Cette norme entrera en vigueur effective à partir de mars 2015. Mais à un an de l'échéance, l'Italie continue de traîner les pieds. Avec elle, dénoncent les associations de défense de l'environnement, d'autres pays ne donnent pas l'impression de vouloir se départir des pratiques qui contribuent à la déforestation dans les pays pauvres du sud de la planète. Les organisations Greenpeace, Legambiente, Terra ! et WWF dénoncent une absence d'application de cette volonté communautaire européenne en Italie, mais aussi en Espagne, en Lituanie et en Hongrie. La norme européenne dite n° 995, adoptée en 2010 et connue depuis sous son sigle anglais de EUTR (European Union Timber Regulation), aurait dû être appliquée au moins depuis mars de l'an dernier. « Or il n'en est rien. Cela rend vain l'objectif visant à contrer le commerce illégal du bois et des produits dérivés afin de protéger les forêts et freiner la déforestation de la planète », dénoncent les quatre organisations.

Elles considèrent comme un facteur aggravant le fait que « l'Italie, parmi les plus importants marchés mondiaux pour le commerce du bois », soit parmi

les pays européens qui ne se soucient pas encore de savoir si le bois qui entre dans ses ports est ou non le produit de coupes illégales. Encore moins de rechercher et de punir les auteurs de telles importations. Au cours des douze derniers mois, dénoncent les écologistes, du bois illégal en provenance du Bassin du Congo, des forêts de Bornéo et de l'Extrême-Orient russe, a continué à arriver en Italie en toute quiétude.

Greenpeace dénonce une mauvaise volonté générale. Elle affirme qu'en un an, elle n'a noté que trois cas seulement où du bois illégal provenant de la République démocratique du Congo a été contrôlé et a fait l'objet de saisie. C'était en Allemagne. Pour chacune des fois où il lui est arrivé de contrôler les grumes dans des ports, tout semblait ne pas faire l'objet d'inspections sérieuses. Les trois autres organisations spécialisées dans la sauvegarde de l'environnement se désolent d'une mauvaise volonté apparente.

Elles ont écrit au ministère italien des Politiques agricoles, alimentaires et forestières et aux organismes compétents en la matière pour qu'elles constatent « la non application effective des contrôles et des sanctions prévus pour le commerce illégal du bois ». Elles font observer au gouvernement italien que la non-application des mesures communautaires pour lutter contre la déforestation mondiale, fait retarder cet objectif de plusieurs années.

Lucien Mpama



Rotary International
Rotary Clubs de Brazzaville



Appel à contribution des Rotary Clubs de Brazzaville au fonds de solidarité avec le peuple centrafricain

A l'occasion de la célébration de la journée de l'entente entre les peuples et du 109^e anniversaire du Rotary International, le 23 février 2014, les Rotary Clubs de Brazzaville ont lancé en présence de S.E Mme l'Ambassadeur de la RCA au Congo, Doyen du corps diplomatique, de S.E l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Congo et Mme la coordinatrice ai, du système des nations unies, un appel à contribution à un fonds de solidarité avec le peuple centrafricain, qui depuis plusieurs mois subit une crise humanitaire sans précédent.

Le compte bancaire dont les références sont ci-dessous indiquées a été ouvert à cet effet:

INTITULE DE COMPTE : SOS SOLIDARITE RCA

CODE BANQUE : 30014 (ECOBANK)

CODE GUICHET : 00001

N° de compte : 01405837501

CLE RIB: 86

SWIFT CODE: ECOC CGCG

REF INIT: 0010143505837501

IBAN: CG3930014 00001 01405837501 86

La campagne de mobilisation de ressources lancée le 23 février 2014 sera clôturée le 31 mars 2014. Les fonds collectés permettront d'acquérir des kits humanitaires en faveur du peuple de la République centrafricaine, qui seront livrés en collaboration avec le Rotary Club de Bangui.

Les Rotary Clubs de Brazzaville vous remercient d'avance pour votre geste de générosité.

Vive l'entente mondiale entre les peuples.

Contacts : + 242 06 666 89 86 / +242 05 551 27 88

ANNONCE

L'Ordre national des avocats du Congo (ONAC) recherche, dans le cadre du Partenariat avec l'Union européenne (PAREDA) relatif au projet d'assistance des détenus indigents des maisons d'arrêts de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, un ou une secrétaire ayant des connaissances en comptabilité, pour le temps d'exécution dudit projet.

Les personnes intéressées par cette offre sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae et une lettre de motivation au siège de l'ONAC sis 1^{er} étage de l'immeuble SOPROGI, en face de l'E.N.A.M, ou appeler aux numéros suivants : 06 628 78 04/ 06 668 72 69

NOUVEAU CROSSOVER PEUGEOT 2008

VOYEZ LE CONGO AUTREMENT



QUANTITÉS LIMITÉES À PARTIR DE

▶ 13.600.000 FCFA HTVA

MOTION & EMOTION




Pointe Noire : 13 Rue C010 Mariva
Brazzaville : 101 Pointe Noire / Congo
www.cfaomotors.com

BP 1110 / 01 (242) 06 560 17 / 01 00 000 44 00
BP 207 / 01 (325) 05 252 00 / 01 00 00 12 00 00

Pas de crédit ? Garde le **SOURIRE** avec

WARID SO-V-NGA



Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.



WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg | 04 400 01 23 ou 123

Nous vous ouvrons les portes du Moyen-Orient

Brazzaville - Dubaï

3 Vols directs / semaine



ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com + 242 065 09 05 09 (Congo)
+ 971 4 282 21 99 (Dubai)
relationclients@flyecair.com + 33 01 78 77 78 77 (France)

DIPLOMATIE

Le Congo et la Russie se félicitent mutuellement

La République du Congo et la Fédération de la Russie célèbrent cette année le 50e anniversaire d'établissement des relations diplomatiques entre les deux États. À l'occasion de ce cinquantenaire, les ministres des Affaires étrangères des deux pays se sont adressé mutuellement des lettres de félicitations.

La cérémonie d'échange de ces lettres de félicitations s'est déroulée le 17 mars à Brazzaville entre le ministre congolais des Affaires étrangères et de la Coopération, Basile Ikouebé, et l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de la Russie au Congo, Youri Romanov. Même si le contenu des deux lettres n'a pas été révélé au public, l'ambiance qui a caractérisé cette audience laisse penser que les deux personnalités se sont réjouies et ont salué les liens d'amitié qui existent entre les deux peuples. À sa sortie d'audience, le diplomate russe s'est expliqué en ces termes: «Je suis



Basile Ikouebé et Youri Romanov

venu transmettre le message de félicitations du ministre russe des Affaires étrangères à son homologue congolais. Nous avons également fait l'historique de nos liens de coopération. Malgré tous les changements qui se sont produits dans le monde, le Congo et la Russie ont gardé des liens de coopération de confiance. Le

Congo est devenu un partenaire viable et stratégique de la Russie», a déclaré Youri Romanov. Il a, par ailleurs, informé qu'une grande réception, accompagnée d'une exposition de photos retraçant les différentes étapes de la coopération Congo-Russie, aura lieu le 19 mars à Brazzaville au Palais du Peuple.

Tiras Andang

CINÉMA

«Au fil de l'électricité» d'Aimé Kounkou au Festival de Louxor

Sorti en 2013, le film documentaire *Au fil de l'électricité* d'Aimé Kounkou est sélectionné en compétition officielle dans la catégorie court-métrage du Festival du film africain de Louxor en Égypte, qui a lieu cette année du 16 au 24 mars.

Le film a été sélectionné suite à un appel à film au mois d'octobre 2013 en vue du festival. La production Zaradoc films et Ifcom, et le réalisateur congolais ont par la suite soumis le film ainsi que les divers supports, dont les photos, pour le catalogue. Le comité de sélection, après avoir visionné le film, a fait part de sa sélection officielle au mois de janvier 2014.

S'exprimant sur les raisons de cette sélection, Aimé Kounkou estime que la pertinence du sujet a été un atout. «Le sujet étant sensible, il m'a fallu lors de l'écriture et du tournage, ne pas sombrer dans le discours politique. Là était mon plus grand défi. Ensuite ce film est porteur d'un message d'espoir et combatif, au regard de ce qui se passe en Afrique du Nord et de la vague de changement positif. Je dirais que le film dans son esprit, s'inscrit dans cette lignée», a précisé le cinéaste.

Au fil de l'électricité est le premier film d'Aimé Kounkou. Il traite des délestages qui permettent de fournir le courant électrique d'une zone à une autre dans Brazzaville. Ce film s'est attaché au vécu quotidien de son auteur.

Hermione Désirée Ngoma

Kwenda Vutuka Paris
by **AIRFRANCE**

PARIS 580 000 F CFA
à partir de TTC A/R*

www.airfrance.cg

* Au départ de Pointe-Noire. Offre disponible du 17/03/2014 au 15/04/2014. Envolez-vous à partir du 31/03/2014 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Dernier retour le 25/06/2014. Tarif toutes taxes comprises au 01/03/2014, hors frais de service, soumis à conditions et selon disponibilité. Renseignez-vous auprès d'Air France au (+242) 05 531 21 51 ou auprès de votre agence de voyages.


Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!

 www.facebook.com/airtelcongob

Tous les jours

pour **300** FCFA | **6** min
100 sms
20 Mb

unis
par les meilleurs
forfaits

Ocean CONGO

Na semaine ! loba na yo
Na ba bonus SMS + Internet



airtel

Le réseau qui nous unit

Forfaits en F CFA	minutes	SMS	Mb	Souscription
300	6	100	20	*122*6#
600	15	200	50	*122*7#
1000	20	500	100	*122*8#

Pour plus d'infos, appelle le 141.

MARS ATTACKS *by* CFAO **TOYOTA YARIS LOUNGE**

À PARTIR DE **11.400.000** FCFA HTVA
* QUANTITÉS LIMITÉES



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39
www.cfaomotors-congo.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



Ordinateur portable HP COMPAQ

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

+ 1 sac offert



225.000 FCFA *HT

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 463 53 53 - 06 958 87 88



*ECAir rend hommage à
des figures féminines africaines du passé et du présent*



*Madame Fatima Beyina-Moussa,
Directeur Général d'ECAir,
a le plaisir de vous inviter à visiter l'exposition photos :
"Héroïnes et Femmes africaines d'exception"*

*qui se tient pendant tout le mois de mars
dans le nouveau terminal de l'aéroport Maya-Maya.*

Cordiale bienvenue.

*Veillez contacter Melle Samuella Madzengue au 00242 06 518 20 10
pour toute demande d'informations et de réservation*

19 mars 1996

– 19 mars 2014

Madame AKOUALA

née MAKOUALA

NDIEN Pauline

Une femme et une

mère d'exception

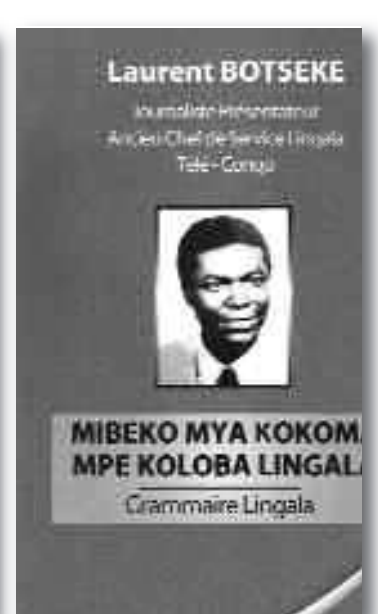
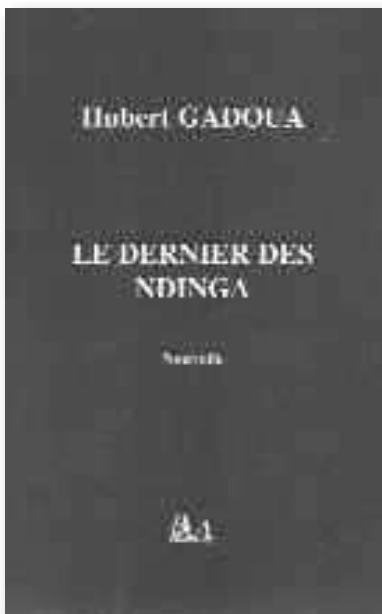
Toujours présente dans

notre cœur

Famille AKOUALA



EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



FOOTBALL

Les Léopards ont besoin du soutien du public

Les Fauves du Niari affrontent la formation soudanaise d'Al Hilal en match aller, ce 23 mars au stade Denis-Sassou-N'Guesso. La rencontre compte pour les huitièmes-de-finale de la Ligue africaine des champions.

L'arrivée d'Al Hilal du Soudan est annoncée pour le 19 mars. Après avoir fait le plus dur en éliminant respectivement Rayon sport du Rwanda et Primeiro d'Agosto, l'Athlétic club Léopards doit remporter ce match pour espérer intégrer une fois de plus la phase de poules de la Ligue africaine des champions et se présenter comme un sérieux client pour succéder au National Al Ahly du Caire. Le rêve est permis. L'AC Léopards étant resté le seul représentant congolais en lice, a besoin du soutien de tous les sportifs congolais pour garantir ses chances de qualification dès la manche aller. «*Nous sommes encore en plein chemin. Il ne s'agit pas de perdre pied en pensant que nous sommes déjà arrivés. Le but ultime est encore loin. Le chemin est encore long. Je pense que le football congolais est en train de réemerger sur le continent et l'année prochaine, les clubs congolais vont encore jouer avec la même motivation. Je ne peux que demander à*

tous les sportifs congolais de nous porter dans leurs prières parce que nous sommes la seule équipe qui reste en lice», a souhaité le président de l'AC Léopards.

Les supporters sont devenus des spectateurs

Dans le football c'est une chance supplémentaire quand une équipe joue sur ses propres installations. Pour les joueurs c'est un devoir, une obligation de défendre les couleurs de leur équipe et de faire bonne figure pendant la rencontre. Ils comptent cependant sur l'appui du public pour élever le degré de leur concentration et de leur détermination sur le terrain. Malheureusement au niveau national, les supporters ont cédé leurs places aux spectateurs. Les gens n'attendent que le public pour retrouver de la voix. Ils sont incapables de remotiver leur équipe quand celle-ci est menée. L'expérience de la fraternité entre les supporters des clubs frères vécue à Kigali et à Luanda, est une véritable interpellation. «*Quand un club congolais joue en Afrique c'est tout le public sportif congolais qui doit être derrière lui. C'est-à-dire Étoile du Congo, Diables noirs, le Cara, Patronage, Saint-Michel de Ouenzé, Cheminots, V-Club,*

que sais-je. Parce qu'il en va de l'honneur de notre football et de l'honneur de la Nation. Il faut surtout rappeler que ce sont les résultats d'un club congolais qui ont permis aux autres de se qualifier pour les compétitions africaines. Il faut d'abord avoir le patriotisme en

sés à Dolisie 2-1 devant Al Merreikh en demi-finale, avant de réaliser un nul héroïque de 0-0 à Khartoum. Deux ans après, c'est un club voisin qui se présentera aux Fauves et non pas le moindre. Al Hilal a éliminé le Stade Malien en seizièmes-de-finale. Elle a fait

déjà remporté, à vingt-sept reprises, le championnat national et huit fois la Coupe nationale. Le club fondé en 1930 a échoué deux fois en finale de la Ligue africaine des champions, notamment en 1987 et 1992. En face, c'est une équipe des Léopards en pleine confiance qui tentera de défendre sa maturité des trois dernières années. Cinq victoires en autant de matchs en championnat. Ils paraissent plus en jambe que les Soudanais pour avoir joué plus de matchs de la coupe d'Afrique qu'eux (4 sur 2). Pour mieux préparer cette rencontre, l'AC Léopards avait dépêché au Soudan un membre du club, un technicien, en la personne de Gilles Domoraud, pour superviser le match Al Hilal/Stade Malien. Il a rapporté au staff technique tous les éléments nécessaires pour la préparation technique de ce match. C'est un match très important. «*Nous connaissons bien le football soudanais même si en deux ans, les équipes changent plus ou moins de visages*», a indiqué le dirigeant congolais, qui a plus joué les matchs de la coupe d'Afrique en tant que président d'un club.

Notons que le match retour est prévu le 29 mars au Soudan.

James Golden Éloué



La joie d'un joueur de Léopard après un but

avant», a souligné Rémy Ayayou Ikounga.

Les chances de l'AC Léopards et la carte de visite de l'adversaire

L'AC Léopards de Dolisie connaît bien le football soudanais d'autant plus que lors de la 9e édition de la Coupe africaine de la Confédération qu'il avait remportée en 2012, les Fauves du Niari s'étaient impo-

jeté égal de zéro but partout à Bamako avant de s'imposer 2-0 au retour. L'équipe affiche une bonne santé au championnat soudanais. Elle occupait la deuxième place du championnat soudanais à égalité de points avec Al Merreikh au terme de la cinquième journée, avec cinq victoires en autant de matchs. Au niveau national, l'adversaire des Fauves du Niari a



Contexte :

Le Parc National d'Odzala Kokoua (PNOK), situé au nord-ouest de la République du Congo, couvre une superficie de 1.354.600 hectares et comprend plus de 100 clairières, des populations de gorilles et d'éléphants. Depuis 2011, le PNOK est géré par la Fondation Odzala Kokoua, organisation créée suite à l'accord de partenariat signé entre African Parks et le Gouvernement du Congo pour le financement et la gestion durable de ce Parc durant une période de 25 ans.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'appui à la surveillance et à la valorisation du Parc National d'Odzala Kokoua financé par l'Union Européenne, la Fondation Odzala Kokoua, disposant des structures opérationnelles (Conseil d'Administration et Unité de gestion) recherche un(e) Assistant(e) Administratif et Financier.

Lieu d'affectation :

Quartier Général du Parc à Mbomo

Missions

Sous la supervision générale du Directeur du Parc et la supervision directe du Chef de Service Administration et Finance le titulaire du poste exécutera les tâches suivantes :

- Suivre l'exécution des plans de travail et des budgets ;
- Effectuer le suivi administratif nécessaire à la mise en œuvre des activités.
- Participer à la rédaction des rapports financiers et des rapports narratifs
- Préparer et payer les salaires
- Préparer les demandes de paiements (caisses et banques)
- Tenir le livre caisse;
- Tenir le journal de caisse;

Appel à candidature

Assistant Administratif et Financier (H/F)



- Préparer les documents nécessaires au bon déroulement des audits
- Rédiger les profils de postes
- Participer au processus de sélection des candidats
- Elaborer et gérer les contrats du personnel ;
- Honorer les obligations auprès de la CNSS et de l'administration des impôts
- Gérer les problèmes sociaux des travailleurs
- Suivre les dossiers d'importation
- Effectuer toutes les autres tâches confiées par la Direction et le Chef de Service Administration et Finance

Profil recherché

- Minimum BAC+3 en comptabilité et gestion des entreprises
- Justifier d'au moins 2 ans d'expérience dans l'administration
- Être rigoureux et respectueux,
- Être capable de travailler aussi bien de façon autonome qu'en équipe
- Être capable de gérer les priorités
- Avoir la maîtrise de Word, Excel et de l'environnement Windows
- Avoir un niveau intermédiaire en anglais (Reading, speaking and writing)

Dossier de candidature

- Composition du dossier : Lettre de motivation, CV avec photo, copie certifiée conforme de diplôme et copie des certificats de travail des précédents postes occupés (les précédents employeurs seront contactés et les diplômes seront vérifiés)
- Adresse de dépôt de candidature : 227, rue Campel, ravin du Tchad, plateau centre ville ou guyl@african-parks.org
- Contact : 05 351 80 97
- Date limite de dépôt de candidature : 4 avril 2014

GOUVERNEMENT DE COHÉSION NATIONALE

Bientôt les secrets des consultations

Le président de la République serait déjà en possession de toutes les cartes et n'attendrait que le moment propice pour lever le suspense.

On attendait l'effectivité de la session ordinaire de mars pour relancer la question de la formation du gouvernement de cohésion nationale. Aujourd'hui, c'est chose faite avec la rentrée parlementaire intervenue le 15 mars. Théoriquement, c'est au cours de cette session que ce fameux gouvernement est censé être investi pour se mettre à l'œuvre. D'où la pression exercée actuellement sur le chef de l'État pour qu'il livre enfin le secret de ses consultations amorcées au niveau de la classe politique et de la société civile. En tout cas, un peu partout dans les milieux intéressés, il se susurre qu'après avoir tâté le pouls de la Nation et jaugé la pertinence des prétentions des uns et des autres, Joseph Kabila est sur le point de se prononcer. Le président de la République serait déjà en possession de toutes les cartes et n'attendrait que le moment propice pour lever le suspense, apprend-on. Entre-temps, il nous revient qu'une réunion extraordinaire de toutes les sensibilités sociopolitiques de la majorité est prévue pour ce 19 mars à Kingakati.

Profitant de l'occasion, on ose croire que Joseph Kabila va en profiter pour mettre sur la table certaines questions qui fâchent en rapport avec les enjeux politiques de l'heure. Outre la question de sa représentation, encore hypothétique, en 2016, il est clair que celle relative à la formation du

gouvernement de cohésion nationale sera au menu des discussions avec, en toile de fond, la gestion des ambitions. Le PPRD en tant que parti phare de la majorité présidentielle n'aura pas la tâche facile face aux partis alliés qui tiennent également à avoir droit de cité dans ce gouvernement. La distribution des postes se fera, à coup sûr, au prorata de ce que représente chaque parti politique en termes de rapport de forces. Ici, il ne s'agira nullement des menus fretins, mais bien des personnalités de poigne susceptibles de donner des gages au chef de l'État dans l'optique d'accroître les chances de sa reconduction à l'échéance 2016 si jamais l'article 220 de la Constitution venait à être retouché. Une perspective que n'écartent pas nombre des cadres de la majorité dorénavant inscrits dans un schéma de révision constitutionnelle pour permettre à Joseph Kabila de rempiler pour la troisième fois consécutive. Cette question taraude l'esprit des experts de la majorité qui, face à l'obstination d'une opinion intérieure opposée à toute forme de tripatouillage de la Constitution, seraient tentés par un coup de force à défaut de trouver d'autres subterfuges pour prolonger le mandat du chef de l'État. Là-dessus, l'élargissement du calendrier électoral par une nouvelle loi électorale qui énerverait l'article 220 (non-révisable) de la Constitution ainsi que l'organisation d'un recensement avant toute tenue d'élection nationale sont de plus en plus envisagés comme pistes de sortie.

L'opposition encore hésitante

C'est autour de toutes ces questions que va s'articuler la rencontre de ce mercredi au sanctuaire de Kingakati. Quant au poste de Premier ministre qui fait couler beaucoup d'encre et de salive ces derniers temps, le mystère plane encore sur le choix du chef de l'État qui, d'après maints analystes, roulerait pour un politique qu'un technocrate au regard des enjeux qui pointent à l'horizon. « *En politique, il n'y a pas d'état d'âme, seuls comptent les intérêts* », argue-t-on.

Si à la majorité, les choses semblent se préciser, il n'en est pas de même à l'opposition où les partis phares de ce bord politique se sont déjà prononcés pour leur non-participation à ce gouvernement. L'UNC, l'UDPS et le MLC n'y sont pas partie prenante. Ce qui ne fait pas l'affaire de certains de leurs membres qui sont sur le point d'enfreindre la position de leurs partis respectifs. La brouille est perceptible dans ces partis de l'opposition où une catégorie de membres présentés comme virtuels ministres font l'objet de menaces de radiation de la part de leur hiérarchie.

Entre-temps, à l'opposition dite républicaine chapeauté par Léon Kengo wa Dondo, les listes seraient déjà apprêtées avec, à la clé, des personnalités dont l'engagement dans l'opposition demeure encore sujette à caution. Évitant de perdre tout crédit vis-à-vis de leurs bases respectives, les grands partis de l'opposition ayant pignon sur rue, restent campés sur leur position mettant ainsi en mal la cohésion nationale tant prônée.

Alain Diasso

le secteur privé dresse un portrait robot

S'adressant au président de la République, Joseph Kabila, la Fédération des entreprises du Congo (FEC) a établi quelques critères dans le choix des prochains animateurs dans l'équipe qui devrait être mise en place incessamment.

La FEC voudrait que ceux qui feront partie du gouvernement de cohésion nationale doivent partager d'abord la même vision que le président de la République. Celle-ci se résume par la loyauté envers le pays et son chef. Ensuite, il leur faudra aussi la capacité d'être des vecteurs d'unité nationale et de concorde, et non d'exclusion et de sectarisme. La FEC a souhaité les voir davantage gérer l'État de façon impartiale et impersonnelle. Se voulant cette fois plus pragmatique, le patronat national n'a pas manqué d'insister sur la compétence dans le domaine de fonctions à assumer. Cette compétence, a-t-il martelé, devrait être étayée par une expérience passée et réussie vérifiable, car ces animateurs seront comptables de leur accomplissement.

Selon la FEC, la République a besoin d'hommes et de femmes jouissant d'une moralité irréprochable. Ils entrent au gouvernement pour être réellement au service des autres. Ils proviendront indistinctement de toutes les provinces congolaises avec pour seul objectif commun la détermination à travailler en équipe pour redresser le défi du développement autocentré de la RDC. Enfin, ces animateurs ne devront jamais s'écarter de la devise du pays : justice - paix - travail. Pour la FEC, des personnes dotées de telles potentialités existent, et elles pourront aider efficacement Joseph Kabila à réaliser sa vision. Le cap fixé, a-t-elle rappelé, vise à faire de la RDC un pays émergent à l'horizon 2030.

Laurent Essolomwa

BCC

Vers la dédollarisation de paiement des droits et taxes dus à l'Etat

Au cours de la deuxième réunion ordinaire du comité de politique monétaire (CPM) qu'il a présidé, le gouverneur de la Banque centrale du Congo, Deogratias Mutombo Mwana Nyembo, a annoncé que son objectif est de dédollariser l'économie nationale. Cela dans le cadre des réformes qu'il est en train d'initier au sein de cet institut d'émission.

La réforme qu'il qualifie d'ambitieuse est de mise depuis le début de l'année en cours. Tous les paiements des taxes et droits dus à l'État, explique le gouverneur de la BCC au cours d'un point de presse tenu à l'issue de la réunion du comité de politique monétaire, se font en monnaie locale. « *Cela se fait normalement et ne perturbe pas le fonctionnement du marché de change, a dit le gouverneur. Grâce à cette réforme, la BCC a pu acheter plus de 64 millions \$* ». À l'entendre parler, la dédollarisation de l'économie nationale se fera de manière participative et non coercitive. Le

fait de demander aux opérateurs économiques de payer les droits et taxes de l'État en franc congolais, explique Deogratias Mwana Nyembo, cela les amène à verser la totalité des liquidités sur le marché. En outre, poursuit-il, la dédollarisation permettra aux banques de donner plus de crédit en franc congolais. Ce qui a l'avantage de croître l'effet multiplicateur.

Répondant à une question sur les rumeurs faisant état de l'interdiction de la détention de la monnaie étrangère par les opérateurs économiques, le gouverneur de la BCC explique : « *Il s'agit tout simplement d'une fausse information. Tous les agents économiques sont libres de détenir leur argent en devise. Aucune mesure n'a été prise dans ce sens ni par l'autorité suprême ni par la BCC. Les transactions peuvent se faire en monnaie étrangère suivant accord express des parties* ».

Aline Nzuzi

MLC

Alexis Lenga boude le dernier passage à Kinshasa de Fatou Bensounda

La dernière visite de la procureure de la CPI en RDC ne viserait, selon le secrétaire général adjoint en charge des fédérations du MLC, qu'à comploter davantage contre les Congolais.

Le Mouvement de libération du Congo (MLC) paraît déterminé à mettre ses militantes et militants en ordre de bataille en perspective des prochaines échéances électorales à travers les tournées de redynamisation des activités du parti organisées par ses cadres. Le 16 mars, le secrétaire général adjoint en charge des fédérations, le député national Alexis Lenga accompagné de l'inspecteur général et des membres du comité de l'Interfédéral-ville de Kinshasa a effectué une descente à la fédération de Mont Amba.

Sous la houlette de leur président Didier Masamba, des milliers de militantes et militants ainsi que des cadres de quinze communes politiques que compte cette fédération se sont mobilisés pour écouter le message du secrétaire général adjoint Alexis Lenga. Un message axé essentiellement sur l'évolution du



Alexis Lenga

dossier Jean Pierre Bemba à la Cour pénale internationale (CPI). À ce sujet, ce cadre du MLC a émis quelques inquiétudes sur le récent séjour à Kinshasa de la procureure de la CPI, Fatou Bensounda. Très averti sur la mauvaise coopération existant entre la RDC et cette juridiction internationale avec notamment l'arrestation irrégulière du député Fidèle Babala, Alexis Lenga estime que le passage à Kinshasa de la procureure de la CPI viserait à comploter davantage contre les Congolais.

Autre préoccupation du MLC soulevée lors de cette rencontre a porté sur le retard et l'opacité dont fait montre le gouvernement dans la mise en œuvre de la loi d'amnistie. « *Nous apprenons que le gouvernement a pris contact avec le Rwanda et l'Ouganda pour identifier les personnes éligibles à cette loi. Une telle démarche devrait concerner tous les Congolais pour que la période de six mois requise ne s'écoule pas sans que les concernés ne sachent auprès de quelles instances adresser leur requête pour bénéficier de*

cette amnistie », a-t-il déclaré. La question brûlante de la participation du MLC au gouvernement de cohésion nationale a également été abordée. La position du MLC, a-t-il déclaré, est guidée par la feuille de route édictée lors des concertations nationales. Ces dernières ne prévoient nullement un quelconque partage du pouvoir à l'issue des assises. Et d'ajouter : « *Nulle part au monde des pressions sont exercées sur les gens pour entrer au gouvernement* » !.

A.D.

AFRICA CEO FORUM 2014

Le secteur privé africain inquiet

Pas moins de six cent quatre-vingts participants, intervenants et journalistes provenant de plus de trente-huit pays ont fait le déplacement de Genève pour prendre une part active à la cérémonie d'ouverture de la deuxième édition de ce grand forum qui se tient du 17 au 19 mars dans la capitale suisse.

En deux éditions, l'Africa CEO Forum 2014 organisé par le groupe Jeune Afrique en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) est arrivé à occuper une place de choix en tant que cadre d'échanges directs entre les dirigeants des grandes entreprises africaines. En effet, le premier objectif de ce grand rendez-vous est d'arriver à rapprocher les acteurs économiques des zones anglophones et francophones pour faciliter le développement des échanges régionaux. Mais au-delà, l'idée est aussi de favoriser le dialogue public-privé. Au regard des défis gigantesques à relever dans plusieurs secteurs dont les infra-

structures, ce genre de dialogue aide "à construire les fondamentaux favorables au développement de nouvelles activités et valoriser l'entrepreneuriat africain ainsi que son audace et sa créativité".

Selon un communiqué rendu public, le tout premier depuis le début des travaux, le président de la BAD, Donald Kaberuka, et le directeur général du Groupe Jeune Afrique et président de l'Africa CEO Forum, Amir Ben Yahmed, ont tenu à insister sur les grands enjeux de développement du continent africain. Certes, a fait remarquer Amir Ben Yahmed, la situation économique de l'Afrique s'est nettement améliorée avec des tendances intéressantes enregistrées en 2013. Les indicateurs peuvent le témoigner : 16% d'augmentation des investissements directs étrangers, une projection de 6,5% de croissance en 2014, etc. Plusieurs entreprises africaines ont fait une entrée remarquée dans les classements internationaux. Cependant, derrière cette embellie, il



Une vue des délégations africaines à Genève

y a des inquiétudes sérieuses. En effet, la plupart des économies émergentes, hier moteur de la croissance de l'économie mondiale, connaissent aujourd'hui un certain ralentissement. Au pire, ils sont considérés désormais comme des maillons faibles, a expliqué Amir Ben Yahmed. Face à ces perspectives moroses, il est important, a-t-il ajouté, de "prendre du recul et de réfléchir sur les moyens d'accélérer la transformation du conti-

ment". Un programme devrait ainsi être élaboré au cours de cette seconde édition de l'Africa CEO Forum. Pour Donald Kaberuka, la diversité des points de vue dans les débats autour de l'économie africaine n'est pas un obstacle mais plutôt une richesse. En effet, chaque opinion conduit de toute évidence à une certaine réalité. Derrière cette diversité, il y a tout de même un point de convergence. Selon lui, tous les

dirigeants africains sont à peu près d'accord sur la nécessité d'aller de l'avant pour insérer le continent dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales. Il est impérieux de susciter un nouvel espoir pour porter l'Afrique encore plus haut. Les informations en notre possession font état d'une première journée de travail laborieuse, avec une conférence plénière et deux conférences thématiques sur des sujets axés sur les problèmes de "la compétitivité des entreprises africaines" et "l'enjeu local des ressources naturelles du continent". Plusieurs personnalités africaines et internationales ont appelé à un réveil de l'Afrique. Selon elles, c'est une "Afrique plus compétitive" qui peut espérer attirer les investissements extérieurs nécessaires. Pour arriver à cette étape, elle doit impérativement développer son capital humain, favoriser l'emploi, développer sa classe moyenne et son marché intérieur.

Laurent Essolomwa

DISPARITION

Kabasele Muamba n'est plus

Mis à part le Pousse-café en qui l'inventeur congolais est souvent identifié, il aura laissé à la postérité d'autres inventions notamment dans le domaine de la « fruiothérapie », traitement à base de fruit.

Le père de la liqueur « Pousse café », le célèbre Kabasele Muamba vient de tirer sa révérence après plus de quarante ans d'une carrière fructueuse dans le domaine de la création et de l'innovation. Le président directeur général de Interfruit SPRL est en effet décédé le 15 mars à l'âge de 77 ans. Rien jusqu'à ce jour n'a filtré sur les causes de son décès, mais on le savait déjà malade depuis plusieurs mois. De ce compatriote qui a su porter haut l'étendard du génie congolais à travers le monde, l'on retiendra essentiellement son apport dans l'amélioration de la qualité de vie de ses concitoyens via ses nombreuses inventions.

Mis à part le Pousse-café en qui il est souvent identifié, Kabasele Muamba aura laissé également à la postérité d'autres inventions notamment dans le domaine de la « fruiothérapie », traitement à base de fruit. Dans le lot, on peut également citer des produits cosmétiques dont plusieurs gammes de parfums fabriqués par son entreprise. Né en 1937 à Tshibambula dans le territoire de Demba au Kasai-Occidental, Kabasele Muamba est détenteur de plusieurs distinctions parmi lesquelles le certificat de génie naturel que l'université de Kinshasa lui a décerné en 1979. À titre de reconnaissance



Kabasele Muamba

pour l'ensemble de son œuvre, le gouvernement congolais lui avait remis en mai 2013 un trophée au nom du chef de l'État.

Détenteur d'une cinquantaine de médailles de mérite et d'une cinquantaine de diplômes et titres de reconnaissance, Kabasele Muamba quitte la terre des hommes au moment où la corporation des inventeurs congolais dont il présidait la destinée est confrontée à plusieurs difficultés. Au nombre de celles-ci, l'on évoque notamment le laxisme de l'État à encourager le secteur de l'invention par le développement des usines de transformation des produits agricoles. Pour rappel, Kabasele Muamba a été pendant quelques années le président de l'Association mondiale des inventeurs, de la Fédération africaine des associations des inventeurs et de l'Union des inventeurs congolais

Alain Diasso

KALÉMIE

Plus de trois cent mille enfants attendus à la vaccination contre la rougeole

La campagne qui va du 18 au 22 mars est couplée à la vaccination contre la poliomyélite des enfants âgés de 0 à 5 ans.

« J'aime mes enfants et je veux les voir grandir en bonne santé. Je les fais vacciner contre la polio et la rougeole pour les protéger », tel est le slogan utilisé pour la campagne contre la rougeole dans la ville de Kalémie, dans la province du Katanga. Le coup d'envoi a été donné le 17 mars au quartier Quatre-coins par le commissaire de district, M. Ilunga Mpafu.

Dans la zone de santé de Kalémie, l'objectif de cette campagne est de vacciner 319.284 enfants de six mois à dix ans contre la rougeole et ceux âgés de zéro à cinq ans contre la polio. Pour la réussite de cette campagne, le programme élargi de vaccination (PEV) a choisi la stratégie fixe pour vacciner contre la rougeole. De ce fait, il invite les parents à amener leurs enfants dans les sites choisis pour les faire vacciner et ainsi les protéger.

Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, qui travaille en collaboration avec le PEV, a instruit les chefs d'établissements scolaires de s'impliquer pour la réussite de cette campagne, en demandant aux parents d'amener leurs enfants dans les sites de vaccination.

Dans la zone de santé de Kalémie, les écoles ont été également instruites de présenter les enfants classe par classe dans



Un élève de l'EP 1 Moni se fait vacciner contre la rougeole

les sites placés non loin des écoles pour faciliter la vaccination. Au premier jour de la campagne, les élèves de 1ère et 2ème primaire de l'EP 1 Moni situé dans le camp Filtisaf Kitsanga ont été vaccinés contre la rougeole. Ceux des 3e et 4e primaire le seront au deuxième jour de la campagne et ainsi de suite.

La RDC touchée par la rougeole

En 2013, la RDC a enregistré 86.264 cas de rougeole dans toutes les onze provinces dont 1.372 décès. Infection respiratoire virale contagieuse, la rougeole est une maladie qui attaque le système immunitaire et rend les enfants susceptibles à des complications mortelles telle la pneumonie. Beaucoup d'enfants meurent de la rougeole. Ceux qui ont la chance de survivre se retrouvent souvent avec des infirmités à vie, tels que la cécité, la surdité ou des problèmes mentaux. Selon l'Unicef,

les enfants non vaccinés âgés de moins de cinq ans sont les plus à risque tandis que ceux qui sont enfants plus âgés peuvent transmettre le virus et mettre les plus jeunes en danger.

Cette campagne cible également la poliomyélite qui est une maladie virale contagieuse attaquant le système nerveux. Elle touche surtout les enfants de moins de 5 ans. La poliomyélite peut être prévenue grâce à la vaccination dès la première année de vie de l'enfant pour éviter l'infection. La RDC qui n'a enregistré aucun cas de poliovirus sauvage depuis décembre 2011 a montré qu'un enfant infecté sur deux cents à quatre cents souffre de la paralysie irréversible pouvant entraîner la mort. Cette campagne est financée par l'Organisation mondiale de la santé, l'Unicef, GAVI Alliance, Usaid, Bill et Melinda Gates, Measles and Rubella initiative.

Gypsie Oïssa Tambwe

ASSISTANCE

Caritas Goma au chevet des orphelins de sida

Selon les données de l'ONU, chaque année, 3,6 millions d'enfants dans le monde deviennent orphelins à cause du sida. L'Afrique paie le lourd tribut de cette maladie, car elle porte à elle seule 90% des orphelins du sida

Pour faire face à cette pandémie qui affecte les enfants, Caritas Goma a mis en place il y a aujourd'hui deux ans, à en croire un communiqué de presse de cette organisation, un projet qui s'occupe de la prise en charge des orphelins du sida. Ce projet est financé par le Fonds mondial à travers Cordaid (Caritas des Pays-Bas) et Caritas Australie. Il est exécuté dans

quatre zones de santé du Nord-Kivu. Pour ce qui de Caritas Goma, ce projet prend en charge 160 enfants et orphelins de sida. Ces derniers bénéficient des frais et kits scolaires, y compris les soins médicaux.

Ce projet s'articule sur deux volets, à savoir les volets communautaire et médical. Par le volet communautaire, Caritas Goma mène des campagnes pour le changement de comportement. Parallèlement, elle approvisionne, pour le volet médical, ses structures en médicaments et intrants. Au même moment, celles-ci sont dotées d'équipements

et de matériels.

Caritas Goma place son initiative sur la nécessité de venir en aide à ces victimes du sida parce que, selon les responsables de cette organisation, si les EOVS ne sont pas pris en charge par un adulte, ils finiront par retrouver soit dans la rue soit dans un groupe armé. « Ignorer cette triste réalité pourrait s'avérer fatale pour les années à venir, c'est pourquoi il faut à tout prix encadrer ces enfants pour qu'ils ne subissent pas le sort de leurs parents », soutiennent-ils.

Aline Nzuzi

SÉCURITÉ SOCIALE

Construction bientôt d'un centre orthopédique pour les travailleurs affiliés à l'INSS

En mission de service à Lubumbashi dans la province du Katanga, la directrice générale de l'Institut national de sécurité sociale (INSS), Agnès Mwad Nawej, a annoncé la construction prochaine d'un centre orthopédique.

Agnès Mwad Nawej a fait cette déclaration à l'issue de l'audience que le président de l'Assemblée provinciale du Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, lui a accordée. Grâce à ce centre qui sera construit selon les normes internationales, les travailleurs affiliés à l'Institut national de sécurité sociale qui seront

victimes des accidents dans les mines au Katanga pourront obtenir sur place leurs prothèses.

La directrice générale de l'INSS a tenu à préciser que la construction de ce centre qui est, du reste, saluée par les travailleurs sera financée par une firme allemande. Le président de l'Assemblée provinciale du Katanga a bien accueilli cette nouvelle tout en émettant le vœu de voir entamer dans un avenir proche le démarrage de travaux. À propos de son face-à-face avec le speaker de l'organe législatif du Katanga, elle a exprimé sa satisfaction suite à l'accueil réservé par

Gabriel Kyungu wa Kumwanza à ce projet qu'il souhaite voir entamer dans un avenir très proche.

Il va sans dire que la construction d'un tel centre est important non pas seulement pour les travailleurs du secteur minier parce qu'ils ne sont pas les seuls à être exposés aux accidents, mais aussi pour les employés relevant d'autres services qui sont aussi exposés aux accidents de travail. La construction de ce centre doit donc interpeller les employeurs d'autres secteurs à faire affilier leurs employés au régime de sécurité sociale.

Aline Nzuzi

SENSIBILISATION

Culpac organise la journée culturelle pour la paix

La Conférence universelle pour la paix des nations et des continents (Culpac) a organisé le vendredi 14 mars 2014 dans la salle du Collège Boboto, dans la commune de Gombe à Kinshasa, la journée culturelle d'amitié pour la paix.

C'était un échange d'idées sur la paix entre d'une part, le staff de Culpac composé à cette occasion du secrétaire général Daniel Santu Biku et le chargé diplomatique Patrice Salaga, et de l'autre, différents mouvements et associations des jeunes congolais. Daniel Santu Biku a, dans son allocution, présenté Culpac, ONG internationale, créée en toute liberté le 23 novembre 1979 en RDC. « Culpac est apolitique, non confessionnelle et non philosophique qui concrétise actuellement son programme du tour du monde pour la paix par l'implantation de ses antennes dans quelques pays de l'Union européenne », fait-il savoir. Et d'indiquer : « Culpac a pour mission la promotion, le renforcement, le rétablissement et la consolidation de la paix partant d'une famille à une nation, la vulgarisation des droits de l'homme et le développement par des actions humanitaires et ce, avec la collaboration des gouvernements, institutions de l'ONU, organisations non gouvernementales, des fondations ou associations, soit toute personne physique ou morale, pour le bien de l'humanité ».

Pour Culpac, a souligné Daniel Santu Biku, la paix, c'est l'amour de l'autre sans aucune discrimination, c'est le développement universel, le monde de partage où chacun apporte sa pierre



le Sg de Culpac, Daniel Santu Biku et le conseiller diplomatique Patrice Salaga, entourant une récipiendaire d'un trophée de Culpac

pour bâtir avec amour le bonheur de l'autre. « La paix naît de la compréhension, de la tolérance, de l'amitié, du respect, basés eux-mêmes sur cette conviction que les gens, malgré les différences de race, d'ethnie, de religion ou de culture, partagent tous une humanité universelle ».

Culpac a aussi couronné certaines personnalités de ces trophées, emblèmes et médailles d'or, et titres universels pour la paix. On cite le pape Jean-Paul II en 1993, l'ancien président du Sénégal et actuel de la Francophonie Abdou Diouf en 1994, la Croix-Rouge internationale et la Fondation Damien en 1995, le chanteur Werrason et l'actuel gouverneur du Kasai oriental Alphonse Ngoy Kasanji comme ambassadeur universel de la paix en 2000. Et Daniel Santu a annoncé que Culpac va honorer à titre posthume des personnalités décédées comme l'Abbé Pierre, les sœurs Emmanuelle et Thérèse, la princesse Lady Diana, Mohandas Karam Chand Gandhi, le révérend pasteur Martin Luther King

et aussi Papa Simon Kimbangu dont l'annonce officielle a eu lieu le 4 juin 2011 à l'Hôtel Sheraton de Bruxelles.

Des associations de la jeunesse ont aussi livré leurs messages de paix. La Jeunesse de l'Armée de l'Éternel a prôné une culture de la paix, avec le dialogue pour régler des conflits. Les Amis des

droits fondamentaux (ADF) ont axé leur propos sur le thème « Jeunesse ensemble pour la paix en RDC ». La jeunesse Kimbanguiste voit la paix en RDC au travers de la trilogie pays-nation-république (le pays possédant des frontières intangibles et une armée républicaine, la nation incarnant l'âme et définissant bien la notion de nationalité, et la République prônant les valeurs institutionnelles et non des institutions personnifiées et personnalisables afin d'éviter d'avoir un État taillé sur mesure). Enfin, il y a eu les messages de la jeunesse de l'Union des forces du changement, la jeunesse du Parti Lumumbiste unifié (Palu), la structure Hiver Glace, la jeunesse de l'église protestante, la jeunesse de l'Institut supérieur d'informatique et de programmation et analyse (ISIPA) et du Conseil national de la jeunesse. Daniel Santu a fixé le prochain rendez-vous pour la journée culturelle pour la paix en novembre 2014.

Martin Enyimo

CONCERT HUMANITAIRE

Olivier Tshimanga réunit 60 guitaristes

L'artiste congolais va livrer un spectacle le 5 avril prochain au profit des enfants de la rue.

Olivier Tshimanga se produira en acoustique à l'Institut français de Kinshasa en compagnie de soixante autres guitaristes pour un concert humanitaire dénommé « Tshimangologie guitare ». Les violonistes de l'Institut national des arts seront également de la partie. Virtuose de la guitare et artiste éclectique, Olivier Tshimanga utilise sa guitare et sa voix pour dé-

livrer un message de paix et d'amour à travers le monde. Il est particulièrement sensible aux personnes vulnérables et œuvre en leur faveur à travers sa musique. C'est ainsi qu'il a enregistré un album intitulé « Espoir », une œuvre censée consoler les cœurs brisés et redonner de l'espoir aux peuples minés par le désespoir. En outre, l'artiste a pris part l'année dernière à un concert humanitaire à Paris organisé en faveur des enfants drépanocytaires.

Bien plus, le guitariste avait séjourné à Brazzaville du 25 février au 7 mars 2013 dans le cadre de la solidarité aux victimes du drame du 4 mars à Mpila. Il avait pris à la réalisation du titre « Brazza j'y crois », organisé au profit des victimes. Olivier Tshimanga a également livré des concerts humanitaires aux Comores dans une tournée organisée par l'Alliance française en partenariat avec le groupe comorien Chebli.

Patrick Kianimi



Olivier Tshimanga, artiste engagé dans l'humanitaire

MUSIQUE

Un festival King Kester Émeneya annoncé à Kikwit

Une équipe d'avance est attendue dans les tout prochains jours sur le lieu de l'évènement pour évaluer la faisabilité de ce projet qui entend réunir autour de l'illustre disparu tout ce que Bandundu compte comme valeurs artistiques.

Le projet, encore au stade embryonnaire, prévoit entre autres la prestation des ensembles musicaux de la province du Bandundu dans le cadre d'un concours visant à promouvoir les nouveaux talents. Des jeunes orchestres que compte la province vont donc, pendant deux jours (soit du 25 au 27 avril) rivaliser d'ardeur dans l'interprétation des chansons tirées du répertoire de King Kester Émeneya. Des jeunes de Kikwit, Masimanimba, Kenge, Bagata et autres vont en découdre au cours de ce festival qui promet des étincelles lorsqu'on considère la fascination que continue encore d'exercer dans l'imaginaire collectif la personne de King Kester Émeneya. Le projet émane des jeunes de la province qui tenaient à ce que la mémoire de leur idole soit immortalisée à travers cette fête de la musique censée se tenir annuellement à Kikwit. La tenue de cette première édition sera également une manière pour eux de lever définitivement le deuil de Kester Émeneya, apprend-on des milieux concernés. L'appel est donc lancé aux notabilités ainsi qu'aux députés provinciaux élus de Kikwit dont Adolphe Muzitio et Lumeya

Dumalege pour qu'ils s'investissent personnellement dans la concrétisation de ce grand projet en termes de facilitations et de financement. Le lieu de l'évènement tanguerait entre le stade municipal et le terrain Kanzamba où la star avait livré un de ses derniers concerts. Faisant d'une pierre deux coups, le comité d'organisation gravitant pour l'instant autour de la chaîne de radiotélévisée RTVS 1 - la même qui avait produit l'artiste le 30 juin 2011 à Kikwit - entend créer des conditions nécessaires en vue de la pose de la première pierre censée matérialiser le projet d'érection d'un monument en mémoire de King Kester tel qu'annoncé par l'autorité urbaine de la ville de Kinshasa lors des obsèques. Plusieurs invités sont attendus au cours de cet évènement dont particulièrement les artistes musiciens ressortissants de la province du Bandundu tels que Reddy Amissi, Lidjo Kwemba, Werrason, Apocadéro et tant d'autres sous la direction artistique de Simolo, ancien batteur de Viva-la-Musica.

Pour n'avoir pas eu gain de cause dans leur plaidoyer en vue de l'inhumation de King Kester Émeneya dans leur bled, les « Kikwitois » trouvent en cette organisation un motif de consolation pour être en phase avec l'esprit de leur idole, « Ya Jean » comme ils aimait bien l'appeler de son vivant.

Alain Diasso

DIVISION 1

V.Club bat Rojolu, Shark XI mystifie Sanga Balende, Dauphins Noirs accroche Mazembe

La 13^e journée du championnat national de football -Division 1- a été retentissante dans le groupe B, le changement au classement.

Le 16 mars au stade Tata-Raphaël de la Kethule de Ryhove de Kinshasa, l'AS V.Club a repris la première place du groupe B, après sa nette victoire sur le SC Rojolu par trois buts à un. Le club tuteuré par l'ancien international congolais, Roger Lukaku, a pourtant été le premier à marquer à la 13^e minute de jeu par Kalambay qui reprenait de plein fouet un centre venu de la gauche, un peu contre le cours du jeu, car V.Club avait la possession de balle. Après ce but, les joueurs de Florent Ibenge ont réduit les espaces entre les lignes, intensifiant de plus en plus le danger dans le camp de Rojolu. Et à la 36^e minute, sur un centre en retrait du capitaine Ebunga Simbi, alias Saoulé, après une déboulée sur le flanc gauche, l'attaquant Burkinabé Abdel Aziz Djelbeogo a égalisé d'une frappe imparable.

Après ce score d'égalité d'un but partout en première période, la seconde partie de la rencontre a été dominée par les Dauphins Noirs qui visiblement s'en sont tenus aux consignes du technicien franco-congolais Florent Ibenge. À 50^e minute, Abdel Aziz Djelbeogo a inscrit le deuxième but de V.Club sur un centre de Christian Mbala dit « Tshabalala », signant un doublé au cours de cette rencontre. Mais V.Club a gardé le rythme soutenu dans le jeu. Le milieu relayeur Emmanuel Ngudikama a marqué le troisième but de V.Club sur une passe décisive du burkinabé à la 56^e minute. Cette victoire est de bon augure pour le moral des Dauphins Noirs avant le match aller des huitièmes de finale de la Ligue des champions, le 23 mars, à Kinshasa contre Kaizer Chiefs d'Afrique du Sud.

En première rencontre, Shark XI FC a surpris Sanga Balende de Mbuji-Mayi par deux buts à un. Auteur d'un doublé (de la tête),



V.Club de Kinshasa

Junior Olemi a été l'homme de la situation du côté de l'équipe tuteurée par le député national Zoe Kabila. Il a ouvert le score dès la 6^e minute de jeu. Sanga Balende, coaché par l'ancien international Tshidibi, alias Scibe-Zaire, a égalisé à la 56^e minute par Mukoko de la tête. Olemi a définitivement donné la victoire à Shark XI FC à

la 84^e minute.

Au classement du groupe B, V.Club est leader avec 30 points, devant Sanga Balende (29 points) qui redescend en deuxième position. Lubumbashi Sport qui a fait match nul avec Tshinkunku (0-0) pointe à la troisième place avec 21 points. Shark XI FC est quatrième avec 14 points. Daring Club Mo-

tema Pembe se retrouve cinquième avec 12 points. Muungano (8 points) est sixième, suivi de Rojolu (7 points) et Tshinkunku (6 points) bon dernier.

Groupe A... Mazembe accroché... Dans le groupe A, Mazembe a été accroché par Dauphins Noirs de Goma par zéro but partout ce même dimanche 16 mars 2014 au stade TP Mazembe de Lubumbashi. Déjà, le club du Nord-Kivu avait réussi à arracher un nul du même score lors de leur première confrontation au stade des Volcans de Goma. Et pourtant, cette équipe venait de voler en éclats face à Lupopo le 13 mars (0-4). N'ayant cependant encaissé le moindre but, Mazembe conserve cependant le leadership du groupe A avec 28 points, suivi de Lupopo (22 points). Nika (17 points) est troisième, suivi de Don Bosco (16 points), FC MK (11 points), Elima (10 points), Dauphins Noirs (8 points) et Makiso (3 points).

Martin Enyimo

MUSIQUE

Tshala Muana annoncée au Zénith de Paris

La Mamu nationale est l'une des cinq « Divas d'Afrique » invitée à se produire dans la salle mythique, le 26 avril, à l'occasion de la soirée organisée par Harissa Music et Rosada productions en hommage à Mandela.

Tshala Muana devrait partager la scène des « Divas d'Afrique » avec Titi « La Lionne », Oumou Sangare, Affou Keita et Adiouza pour un concert prévu de 23h à 4h30. Sans nul doute, la Reine du Mutwashi doit cette programmation à un grand mérite. En effet, l'organisation souligne qu'elle est reconnue dans le continent et dans le monde pour avoir « donné ses lettres de noblesse à la musique traditionnelle » de son Kasai natal.

Pour sa part, la Sénégalaise Titi est tenue pour une « étoile brillante de la galaxie Mbalax ». Actuellement numéro un dans la musique, « La Lionne », apprend-on à un nouvel



L'affiche de la soirée Divas d'Afrique

album explosif « en ce moment au Sénégal et un peu partout dans le monde ». Adiouza est l'autre ambassadrice du Sénégal à l'affiche à la soirée du 26 avril. Promise à un bel avenir dans la musique sénégalaise, la jeune femme talentueuse à la «

pentatonique », très aimée du public local a été nommée meilleure star de l'année à la faveur de son opus Li Ma Doon.

Oumou Sangaré, plébiscitée « meilleure artiste féminine actuelle d'Afrique avec plus de 20 trophées internationaux », est considérée comme une ambassadrice du Wasoulou. Sa musique inspirée des musiques et danses traditionnelles de cette région du Mali traduit un certain engagement au travers de chansons qui s'appuient sur une forte critique sociale. La Côte d'Ivoire sera présente à l'évènement prochain grâce à la participation d'Affou Keita, présentée comme la « numéro un des artistes féminines depuis plus de cinq ans » dans son pays. Par ailleurs, la « Tigresse de la musique ivoirienne » a achevé « une grande tournée américaine en novembre 2013 dans plus de dix-huit États ».

Nioni Masela

NOUVELLE PARUTION

Deux présentations successives de Mémoire / Kolwezi

Le Bal Books a prévu de rendre public, en premier, le dernier ouvrage de Sammy Baloji le 20 mars à 20h00 alors qu'Africalia et le KVS projettent de le faire neuf jours plus tard, soit le 29 mars à 18h00.

Le Bal, plate-forme d'exposition, de production, d'édition, de pédagogie, de rencontres et de débats parisienne annonce sans plus une rencontre avec Sammy Baloji. Quant à Africalia et le KVS qui se sont joints pour la présentation de Mémoire/Kolwezi, ils indiquent qu'elle sera accompagnée d'une rencontre plurielle. L'artiste ne sera pas seul au rendez-vous car le public aura aussi face à lui un autre interlocuteur tenu pour spécialiste de l'his-

toire africaine, également auteur de plusieurs livres. Il s'agit en l'occurrence du philosophe et politologue Achille Mbembe. Le livre de Baloji sera également en vente à l'occasion de l'évènement qui se tiendra au Théâtre royal flamand de Bruxelles, le KVS. Il sera vendu exceptionnellement à 30€ au lieu des 39€ qu'il coûte normalement. Paru en février dernier, Mémoire/Kolwezi est coédité par Africalia Editions et Stichting-kunstboek Publishers. Le livre du photographe congolais met en relief, comme l'indique son titre, la ville minière de Kolwezi située au sud du Katanga au travers de photomontages, juxtapositions de paysage post-industriel et d'images d'ar-

chives ethnographiques. Baloji se livre ainsi à une sorte d'exploration des traces culturelles et architecturales de la RDC. Les spectres du passé colonialiste sont bien apparents dans les photos, une série de clichés pris depuis 2009.

En définitive, Mémoire/Kolwezi passe pour une documentation de l'extraction minière artisanale menée par des entreprises chinoises à Kolwezi. Aussi, l'on y verra également des affiches chinoises faits de paysages urbains ou ruraux idylliques que Baloji a associé avec des photos des villes nées autour des mines de cuivre et de cobalt de Kolwezi.

N.M.

YANGO

Première biennale de Kinshasa

La manifestation, basée sur le thème « Avancer », est prévue du 27 octobre au 29 novembre 2014.

Pour cette première édition, indiquent les organisateurs, la biennale Yango (C'est ça) interroge les caractères expressifs qu'offre le Congo. Pour ce faire, indique-t-on, chaque artiste, partant de sa réalité personnelle, va questionner et inventer un Congo qui avance. « Yango est un regard sur le caractère expressif et dynamique qu'offre le Congo dans le monde. Il s'agit de confronter, ou de faire dialoguer, comme sous un arbre à palabre, plusieurs points de vue, appartenant à une vaste gamme d'artistes visuels, de l'écrit, de la parole, de manière à toucher un très large public », font savoir les organisateurs. Ainsi, apprend-on, la première édition de cette biennale mettra l'accent sur l'art pour un développement responsable, sur les questions liées à la création d'un marché de l'art contemporain au Congo et sur la place de la femme artiste plasticienne. À cet effet, renseigne-t-on, plusieurs professionnels du monde de l'art seront mis à contribution pour pouvoir analyser, interpréter et questionner la production des artistes. En vue de bien préparer la biennale de Kinshasa, un atelier dénommé « A carre » a été organisé au

mois de décembre dernier pendant quatre jours « pour explorer des questionnements liés à la création contemporaine ».

Un projet en trois phases

L'organisation de cet atelier constituait la première phase du projet sur les trois prévues. La deuxième phase « Market project » va consister en l'organisation d'une conférence débat qui va réunir critiques d'arts, collectionneurs, commissaires d'art et artistes sur la question du marché et de l'implication de l'art dans développement économique et social du pays. La dernière phase est celle de la grande restitution générale des créations qui seront exposées dans plusieurs coins de Kinshasa notamment à l'Académie des beaux arts de Kinshasa, à l'espace Bilembo, à la Gare centrale et au rond-point Victoire à Matonge.

L'appel à candidatures pour les artistes, lancé en décembre dernier, s'est clôturé depuis la fin du mois de janvier. Le comité de sélection statue actuellement sur les dossiers avant la publication de la liste des artistes sélectionnés. Le comité d'organisation de cet évènement est coordonné par Kiripi Katembo Siku, photographe et vidéaste congolais. Il est l'auteur, en 2008 et 2009, de la série photographique « Un regard », exposée aux premières ren-

contres de la photographie et des arts visuels de Kinshasa « Afrikaribu ». Le même travail a été exposé notamment au KVS de Bruxelles. Le Commissaire de la première biennale de Kinshasa sera Sithabile Mlotshwa, productrice culturelle, commissaire indépendant, fondatrice et directrice exécutif de la Fondation Thamgidi. Membre de la Gueldre Balkon (Musée d'art moderne de conseil consultatif à Arnhem), elle avait été élu Présidente du jury de la biennale de Dakar en 2008.

Patrick Kianimi



La première édition de cette biennale mettra l'accent sur l'art pour un développement responsable

Les ressortissantes de Mouyondzi se mobilisent pour le développement de leur district

Une rencontre de toutes les femmes venues des six arrondissements de la capitale économique a eu lieu dimanche 16 mars au siège de l'association Terre Nzaba Mankelé pour le développement situé dans le troisième arrondissement Tié-Tié.



Vue des femmes pendant la réunion

« Les femmes de Mouyondzi vivant à Pointe-Noire doivent vivre en collaboration et travailler main dans la main afin de soutenir plusieurs actions de développement menées par l'association Terre Nzaba Mankelé et par la députée de cette localité, Claudine Munari », a déclaré Jeannette Kaya, présidente des femmes au sein de cette association.

En sa qualité de président de l'association, Gaspard Massoukou a expliqué aux femmes membres de l'association, l'importance pour un citoyen de posséder sa carte nationale d'identité. Il les a exhortées d'aller vérifier si leurs noms sont affichés sur les listes électorales des sièges d'arrondissement de la ville. « Le mois de mars consacré généralement aux femmes, constitue une fois de plus

une occasion de rappeler aux femmes de l'association, leur devoir civique afin de mieux les accompagner sur tous les plans », a-t-il déclaré.

Cette rencontre a permis aux femmes de l'association de mettre en place un réseau composé de 7 femmes chargées d'animer l'association à travers tous les arrondissements de la ville et d'envisager plusieurs actions visant le développement de Mouyondzi. « Nous sommes des mamans à l'instar des femmes d'autres localités ou d'autres structures féminines. Les femmes ressortissantes du district de Mouyondzi réunies autour de l'association, doivent montrer ce dont elles sont capables en société », a précisé Mpassi Albertine, membre de l'association.

Cette association tire son nom de

Terre Nzaba Mankelé, l'un des chefs de terre du district de Mouyondzi les plus renommés et charismatiques. L'association Terre Nzaba Mankelé est composée de huit villages formant la sous-préfecture de Mouyondzi. Environ 400 femmes ont participé à cette rencontre, dont la fin était marquée par un apéritif offert par le président de l'association. Elles ont chacune reçu un pagne et un tee-shirt. Très heureuses d'avoir participé à ces retrouvailles, les femmes ont souhaité se retrouver de temps en temps afin de développer des initiatives en vue de l'essor socio-économique de leur localité. En outre, ces femmes répondent de plus en plus présentes à toutes les initiatives démocratiques dans le pays.

Faustin Akono

VIE ASSOCIATIVE

L'ANLCP s'engage pour les batailles électorales

L'appel a été lancé à près de 300 membres de l'Association Ngondo pour la lutte contre la pauvreté (ANLCP), le lundi 16 mars au Forum Mbongui à Pointe-Noire, lors du repas de Nouvel an couplé à la célébration en différé de la Journée internationale de la femme.

Au cours de la cérémonie, l'association Ngondo pour la lutte contre la pauvreté a fait son bilan de l'année écoulée et déroulé les perspectives de l'année en cours. On retient par exemple que « Deux réunions du comité technique d'évaluation des activités du Centre de santé intégré de Tchimbamba ont été tenues en présence des membres de la direction départementale de la santé et de la circonscription socio-sanitaire de Lumumba. Le centre scolaire Arche de Noé, de son côté, a été équipé d'une salle spéciale avec connexion Internet pour les enfants présentant un handicap », ainsi que l'a souligné Charles Beaudelaire Douniama, secrétaire général de l'ANLCP. Et celui-ci d'ajouter : « L'année précédente, le centre a réussi à 100% l'examen du CEPE et le concours d'entrée en 6^e. »

Pour 2014, le secrétaire général a exhorté les membres de l'association à se mobiliser autour de la présidente Micheline Potignon Ngondo afin de mettre en exécution les objectifs visés qui sont : la structuration de l'association dans les quartiers de Pointe-Noire ; la systématisation des cotisations statutaires ; la systématisation des prélèvements à la source des cotisations mensuelles des membres évoluant dans les unités de production de l'ANLCP ; l'actualisation du fichier des membres ; la consolidation et l'amélioration des accords avec certaines administrations publiques telles la santé, l'enseignement primaire et secondaire, les affaires sociales ; sans oublier l'achèvement des études de mise en orbite du vaste projet agropastoral de Djeno ; et le soutien aux différents membres de l'ANLCP, candidats aux prochaines élections locales. « Femmes, je vous exhorte à plus de responsabilité pour jouer pleinement votre rôle de mère qui donne à l'enfant des racines et des ailes mais aussi à vous positionner partout dans les sphères de prise de dé-

cision », a-t-il préconisé. Dans son adresse, Micheline Potignon Ngondo a tenu à demander pardon aux membres de l'association pour les résultats en leur défaveur lors des dernières consultations électorales, en leur assurant que ce n'était que partie remise. « Les succès aux prochaines échéances dépend de votre soutien. Aussi, ce n'est pas parce que je ne suis plus député que je vais abandonner ce que j'ai commencé, comme la passerelle qui relie le Camp 31 juillet au Marché Central. J'ai toujours terminé ce que j'ai commencé, et j'ai l'obligation de servir la population. Toutefois, lors des prochaines élections locales, je demande la mobilisation des femmes car c'est d'elles que dépend le développement. Cette mobilisation doit aussi se faire dans les différentes mutuelles », a-t-elle signifié avec enthousiasme. Le repas et le vin d'amitié ont mis fin à l'activité. Des pas de danse ont été esquissés dans la bonne humeur par la présidente et ses membres, au son et au rythme de la musique locale.

Hervé Brice Mampouya

MVOU-MVOU

Un débat a réuni plus de 200 femmes sur leur responsabilité dans la vie

Lauréate Mbéri Bigny, secrétaire générale de l'arrondissement 2, a organisé, le 12 mars, une journée porte ouverte sur le thème : « Responsabilité de la femme dans la vie quotidienne », qui a donné lieu à plusieurs présentations et débats.

L'activité était placée sous l'égide de Disso Bakonga, secrétaire général de la municipalité de Pointe-Noire. « Nous sommes au mois de mars et nous avons voulu échanger avec les femmes afin qu'elles reprennent leur rôle en main. Aujourd'hui, on parle d'égalité et les femmes occupent des postes à responsabilité importante. Mais l'égalité ne concerne pas que le côté administratif, il faut aussi voir le côté social, voir l'éducation et l'amour que nous devons apporter à nos enfants, à nos maris et à notre entourage », a expliqué Lauréate Mbéri Bigny.

La rencontre a mobilisé plus de deux cents femmes, y compris celles des communautés étrangères, venues de tous les quartiers. Pendant presque une journée, elles ont pu réfléchir et échanger sur la responsabilité de la femme dans la vie quotidienne. Plusieurs sous-thèmes ont été présentés portant sur la santé, l'enseignement, la petite enfance, l'hygiène des ménages, les agressions sexuelles, physiques et morales, les problèmes de sécurité à Mvou-Mvou et bien d'autres aspects.

Les échanges ont tourné autour de la tenue du foyer et surtout de

« Une enfant bien éduqué est une richesse... »

Pour Lauréate Mbéri Bigny, « La femme est le socle de toute chose, même celui de la paix. Si elle cesse de l'être, si elle abandonne son rôle, rien ne peut se faire dans la société. Si elle ne prend pas conscience de son rôle, de la force que Dieu lui a donnée pour pouvoir apporter la paix, l'amour et la sérénité dans un pays, cela veut dire que nous ne pouvons pas évoluer ni atteindre ce que nous voulons, c'est-à-dire l'égalité ». Des propos appuyés par Madame Diallo de la communauté ouest-africaine pendant les échanges. « Un enfant bien éduqué est une richesse pour les parents, pour la famille. »

Disso Bakonga n'est pas resté indifférent à ce débat des femmes. « C'est une bonne chose que les femmes aient décidé de réfléchir sur ce qui a trait à l'éducation des enfants et le foyer. En outre, nous ne devons pas oublier que le meilleur héritage qu'on laisse à un enfant, c'est l'éducation », a-t-il rappelé.

Les élections à l'ordre du jour

Lauréate Mbéri Bigny a encouragé les femmes à voter et ne plus se rester derrière les hommes. « La femme est elle-même la cause de ses malheurs. Elle a tendance à rester derrière pendant que l'homme avance. Si aujourd'hui elle prend conscience qu'elle peut être dans les institutions, qu'elle se lève et qu'elle cherche à savoir comment faire ! »,



Lauréate Mbéri Bigny, au centre, et les femmes lors de la rencontre

l'éducation des enfants d'autant que cette année a été décrétée Année de l'éducation de base. Plusieurs suggestions ont été faites en vue d'encourager les enfants à aller à l'école, de faire fonctionner l'école, de leur permettre de bénéficier d'un bon encadrement. Il s'agit par exemple de renouveler le personnel enseignant qui est vieillissant, de donner à manger aux enfants avant le départ à l'école (un des moyens pour combattre l'école buissonnière), d'interdire le commerce en classe, de lutter contre l'achat des notes...

a-t-elle lancé.

L'initiative a été saluée par de nombreuses participantes, particulièrement celles de la communauté ouest-africaine, qui ont rarement l'occasion de s'exprimer, de faire état de leurs préoccupations et de participer aux débats.

La journée porte ouverte de Mvou-Mvou s'est déroulée en présence d'Anne-Marie Mampouya Nkouka et de Madeleine Paka Zoulouka, respectivement directrice départementale de la Promotion de la femme et directrice départementale de l'Intégration de la femme au développement.

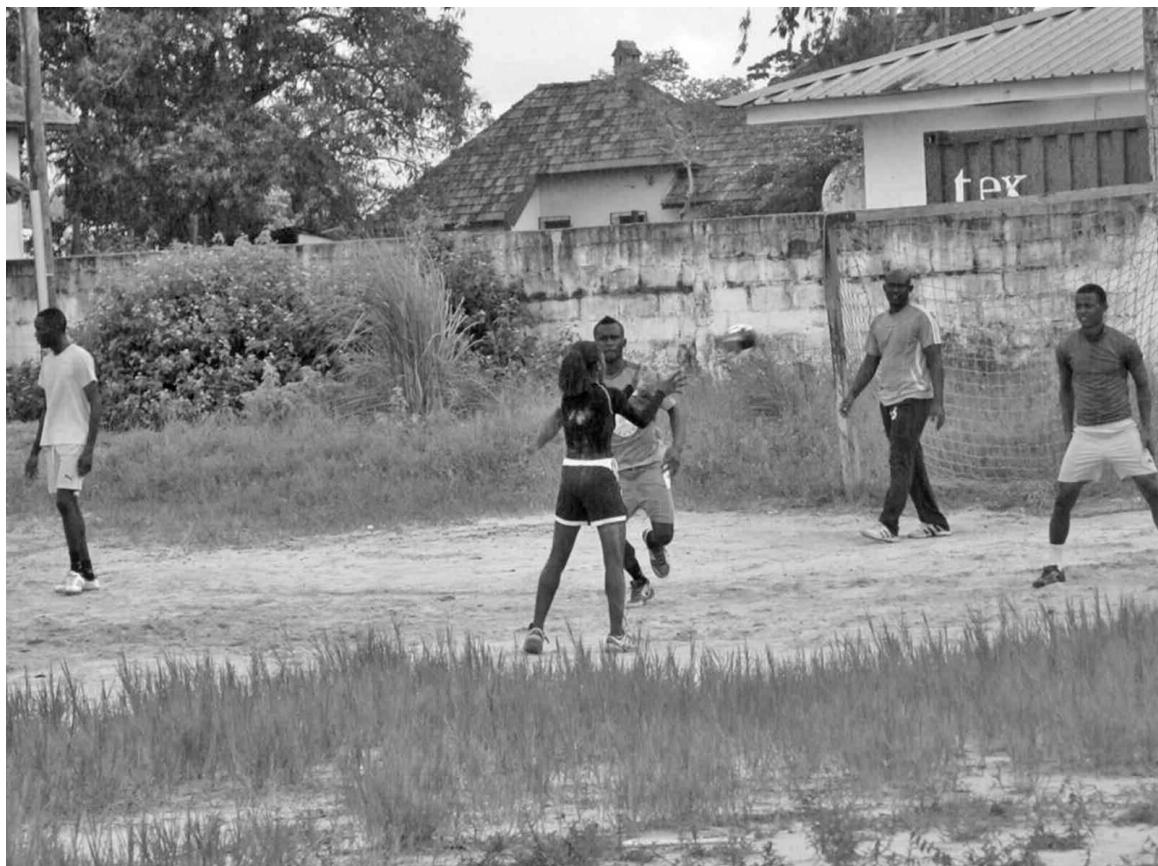
Lucie Prisca Condhet

HANDBALL

Patronage à la recherche d'un stade d'entraînement

Alors que le club ponténégrin représentera le Congo en version masculine à la 30^e édition de la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe, que la ville d'Oyo dans la Cuvette, abrite du 15 au 26 mai, Régis Matongo et ses poulains se préparent dans des conditions difficiles dues aux intempéries.

En attendant l'amélioration des conditions de leur propre stade d'entraînement situé à l'école 12 Août, derrière l'église Saint-Pierre dans l'arrondissement I Lumumba, le représentant congolais en version masculine à la compétition africaine, s'entraîne depuis près d'un mois sous les intempéries dans la cour du collège d'enseignement Technique et Industriel (CETI). « Nous nous entraînons dans des conditions minables, sous les intempéries, qui nous faussent compagnie de temps en temps. Patronage n'étant pas une équipe corporative, nous nous contentons des modestes moyens que les dirigeants mettent à notre disposition en attendant que nous trouvions des sponsors ou des mécènes », s'est indigné l'entraîneur principal de Patronage hommes, Régis Matongo. Selon lui, le sport est une science. « On ne se réveille pas chez soi, pour ensuite aller voir la mer. Le résultat se prépare, il ne s'improvise pas. À l'étape actuelle, Patronage n'a pas de stade, nous sommes sous les intempéries sur



Les conditions de préparation de Patronage à CETI "crédit photo adiac"

la terre battue, avec la boue qui mine notre préparation après chaque pluie. On se jette à l'eau parce qu'on est atteint du virus de sport», a-t-il ajouté. Préoccupé par ses conditions de travail, le staff technique lance un appel aux autorités locales et entreprises privées afin de mettre à leur disposition le stade d'ENI-Congo ou de

Total&P. « Nous avons la volonté de faire une bonne prestation pour honorer le pays. Au niveau du département les gens sont encore insensibles. La machine administrative a été mise en place pour susciter le bon sens des Congolais, autorités et entreprises de la place pour que nous puissions faire honneur d'abord

au département de Pointe-Noire et ensuite au public sportif congolais. La compétition se joue au Congo et nous avons le devoir d'être à la hauteur. Nous ne demandons pas seulement de l'argent liquide mais, de mettre à notre disposition le stade Matéo ou celui de Total qui sont au moins sur le béton, ainsi que la

logistique parce que nous allons bientôt rentrer dans notre troisième étape, avec deux ou trois séances par jour », a souligné Régis Matongo.

Rappelons que lors de sa première participation en 2005 à la même compétition, Patronage était classé 7^e. Après neuf ans de passage à vide les ponténégrins promettent remonter la pente. Pour relever ce défi, les poulains de Régis Matongo sont en chantier depuis plus d'un mois en compagnie de l'équipe féminine sous la supervision de tout le staff technique composé des deux entraîneurs dont celui de l'équipe masculine, celui des dames Claise Kombo, du directeur technique, Théophile Mboundou et du médecin, Hervé Mouanga. Ce programme d'entraînement est actuellement à la deuxième étape. Celui-ci prévoit aussi les matchs amicaux à Brazzaville et même dans les pays de la sous-région comme la RDC, l'Angola ou le Cameroun. S'agissant des objectifs du club, outre la participation des hommes à la Coupe d'Afrique des vainqueurs de Coupe Oyo 2014, l'équipe veut se maintenir au championnat national et départemental pour demeurer africaine l'année prochaine alors que les dames veulent reconquérir le titre départemental et s'améliorer au classement du championnat national.

Charlem Léa Legnoki



8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

La société DHL EXPRESS a organisé une marche sportive

Depuis 104 ans, les femmes de tous les continents, souvent divisées par les frontières nationales et par des différences ethniques, linguistiques, culturelles, économiques et politiques, se réunissent le 8 mars de chaque année pour célébrer la journée internationale de la femme.

À cette occasion, la société DHL EXPRESS qui a su rapprocher, par la qualité de son service express, toutes les frontières, a mis la femme à l'honneur en organisant une marche sportive dirigée par les femmes, suivie d'un dîner au cours duquel, les femmes de DHL EXPRESS CONGO, toutes vêtues de pagnes, ont pu suivre et débattre sur de nombreux sujets avec leurs invitées de MERCY SHIPS, venues partager leurs expériences sur le rôle important de la femme dans tout les domaines de la vie sociale et professionnelle.

Il est important de souligner que DHL qui est le leader de l'industrie de Logistique au Monde, fournit à ses clients, son expertise dans l'express international, le Fret Aérien et Maritime, la route, le transport ferroviaire ainsi que les services postaux internationaux.

Grace à un réseau global de 285 000 employés dans plus de 220 pays et territoires à travers le Monde, DHL offre des services de qualité et possède ses propres avions de transport de colis et soutient divers programmes dont les droits de la femme, la protection de l'environnement, la gestion des catastrophes et l'éducation.



CHAMBRE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DU SPORT

Quel bilan après plus d'une année d'existence ?

La juridiction sportive nationale a vu le jour le 12 décembre 2012 à Brazzaville. Depuis cette date, elle a pleinement joué sa partition dans l'apaisement des contentieux qui ont mis à l'épreuve les candidats à la présidence de certaines fédérations et réglé quelques conflits.

La Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) existe sur initiative du Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) avec la bénédiction du ministère des Sports et de l'Éducation physique. Le Congo s'est ainsi doté d'une instance juridique habilitée à trancher les litiges en milieu sportif national. Un raccourci pour les fédérations sportives du pays qui, en cas de conflit, étaient condamnées à recourir au Tribunal arbitral du sport (TAS) installé à Lausanne en Suisse. Le chemin vers ce pays européen paraissait trop long, le processus juridique trop dilatoire, avec beaucoup de dépenses à la clé. Le Cnosc avait donc résolu de couper court en donnant naissance à la CCAS, confiant en l'expertise juridique nationale. «*Nous sommes souvent jugés par défaut et condamnés du fait de notre absence au TAS par manque de moyen de déplacement dans les délais requis. La CCAS est donc un palliatif*», expliquait l'ancien vice-président du Cnosc, Emmanuel Mpioh.

Ainsi, le 12 décembre 2012, le comité olympique a procédé à la nomination de 19 membres des instances dirigeantes de la CCAS. Le procureur, Corneille Moukala-Moukoko, a été élevé au rang de président de cette juridiction sportive. La prestation de serment a eu lieu le 1^{er} février 2013 devant la Cour d'Appel de Brazzaville. «*Je jure de remplir ma mission en toute objectivité et indépendance, conformément aux statuts et règlements de procédure...*», déclarait, tour à tour à la barre, chacun des membres intronisés. Officiellement le travail juri-

dique de la structure naissante commençait ce jour même. Mais il a fallu attendre trois mois pour voir les plaignants frapper à la porte de la CCAS pour demander justice.

Revue des affaires tranchées par la CCAS

L'un des plus grands dossiers soumis à l'attention de la CCAS est celui du contentieux électoral qui rongait un certain nombre de fédérations sportives nationales. C'était en mai 2013 à l'occasion du renouvellement des instances dirigeantes des structures précitées, comptant pour l'olympiade 2013-2016. Après le scrutin en effet, les candidats aux postes de président avaient maille à partir. Fraudes par-ci, fraudes par-là. Certains postulants, à tort ou à raison, ont mis en crise les résultats des élections. Ne pouvant se faire justice, le recours à la CCAS était donc obligatoire, les litiges concernant les fédérations de boxe, de handball et d'athlétisme, dans un premier temps.

Statuant publiquement et contradictoirement en matière d'arbi-

trage sportif, la CCAS a invalidé les élections des trois fédérations. Pour causes : au handball le bureau sortant du président Henri Joseph Parra, n'avait pas reçu quitus du commissariat aux comptes. Le requérant Benjamin Mankou semblait avoir gain de cause. À la boxe, la chambre a qualifié de vio-



Les membres de la CCAS lors de la lecture de la sentence

lance flagrante de parallélisme de forme et de compétence sur la candidature de Patrice Libali, challenger de Marie Magloire Dambetzet, président sortant, candidat à sa propre succession. En athlétisme, par ailleurs, l'invalidation était prononcée du fait de

la présence d'un membre au sein du secrétariat du présidium alors qu'il n'avait pas reçu mandat. Toutes ces élections ont été reprises. Dans la transparence, cette fois-ci. Une autre affaire a été celle opposant l'ancien président de la commission nationale des arbitres, Marcel Ngoni, au comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot). Il s'agissait, selon ce dernier, de la violation des statuts portant désignation des arbitres devant officier les rencontres du championnat national écoulé. Le verdict de la CCAS, rendu le 16 juillet 2013, donnait raison au plaignant. Par ailleurs, le tour était venu à FC Kondzo de déposer sur la table de cette juridiction un dossier contre la Fécofoot. L'équipe demandait réparation quant aux pertes matérielles et financières enregistrées à l'issue de la rencontre qui l'avait opposée à Diables noirs. C'était le 23 juillet, lors des demi-finales de la Coupe du Congo. Le 21 août, la sentence de la CCAS obligeait la Fécofoot à dédommager FC Kondzo. Les sports de combat

n'ont pas fait exception d'autant plus que la réélection de Constantin Itoua Nganongo, le 19 juillet 2013, à la tête de la ligue départementale de karaté et arts martiaux affinitaires, a fait l'objet d'une plainte de la part de ses concurrents. Le 21 août, la CCAS



Les membres de la CCAS lors de la lecture de la sentence

invalidait les résultats de ce scrutin. La reprise était prévue le 22 septembre de la même année, étant donné que le corps électoral a tranché en faveur de Constantin Itoua Nganongo. Le tout dernier contentieux est celui de la Fédération congolaise de judo, tranché le 5 mars dernier au Palais de justice de Brazzaville. La CCAS a invalidé le scrutin du 15 février 2013 en raison des irrégularités constatées. Blanche Akouala et Guy Noël Titov, qui s'opposent pour briguer la présidence, retourneront donc aux urnes. Ce sera en ce mois de mars, sauf modification.

Et si la CCAS n'existait pas...

...l'anarchie règnerait au sein des fédérations sportives nationales. Pendant les élections, les candidats qui s'estiment «forts» auraient brisé les règles du jeu électoral pour s'imposer, sans alternative possible. Ce qui pouvait transfigurer le sport en une pomme de discorde plutôt qu'un vecteur d'union, de solidarité, de concorde, de fair-play... La mise en place de la CCAS par le Cnosc

avait donc sa raison d'être. «*Nous ne voulons plus dans ce pays, où chacun sait que le sport unit les masses, qu'il y ait des divisions, des intimidations, des pressions... Nous voulons que les choses se passent de manière régulière*», clamait le 5 mars, le procureur Corneille Moukala-Moukoko.

S'ajoute le fait que les fédérations qui étaient en conflit seraient, à ce jour, sur le chemin du TAS, en Suisse, pour résoudre ces contentieux. Ainsi, elles devraient accuser un grand retard dans la préparation des athlètes aux Jeux africains que Brazzaville abritera l'année prochaine. Ou encore, certaines fédérations devraient passer toute une olympiade (4 ans) sans signe de vie à cause des déchirements. Le public sportif congolais se souvient du cas de la Fédération congolaise de judo qui a passé quatre ans d'inactivité à cause d'une grave crise de leadership. À l'époque, la CCAS n'existait pas pour trancher. L'hypothèse de recourir au TAS en Suisse n'était pas envisagée. Conséquence : le judo congolais avait régressé malgré ses talents. Heureusement que le tableau n'est plus le même de nos jours. Et l'avenir ?

La CCAS devrait poursuivre son œuvre avec la même objectivité et impartialité pour le triomphe de la cause sportive nationale. D'ailleurs, lors des procès, le procureur Corneille Moukala-Moukoko ne cesse d'interpeller les acteurs sportifs. «*La création de la CCAS obéit à la nécessité de mettre de l'ordre au sein des Sports au Congo. Nous nous y attelons patiemment et fermement. Toutes les fois que des irrégularités électorales ou d'autres formes de dysfonctionnement seront constatées, la CCAS n'hésitera pas à dire le droit*», a-t-il l'habitude d'insister. Ainsi, la CCAS s'est fait une obligation de toujours se souvenir de sa promesse de dire le droit tel qu'il est écrit noir sur blanc.

Rominique Nerplat Makaya

CÉMAC

Le siège provisoirement installé à Libreville

La présidence de la Commission de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) a pour siège Bangui, en République Centrafricaine. Mais pour cause d'insécurité, les chefs d'État ont finalement accepté de le relocaliser provisoirement au Gabon, jusqu'au rétablissement complet de la situation.

Le président de la Commission de la Cémac, le Congolais Pierre Moussa, a annoncé à Libreville que son institution, qui a fui les violences en Centrafrique, s'installera dans son siège provisoire de Libreville. «*Le 16 mars, nous allons recevoir la clef du siège.*

L'installation de tous les cadres de la Cémac n'aura cependant pas lieu le même jour. C'est une opération très lourde», a-t-il affirmé à la sortie du palais présidentiel de Libreville où il a été reçu en audience par le chef de l'État gabonais, Ali Bongo Ondimba, afin de régler les détails de ce déménagement momentané.

Dans un premier temps ce sont les commissaires qui prendront leurs quartiers à Libreville. Ils seront suivis par les cadres administratifs et le personnel de soutien, selon le plan indiqué par le président de la Commission.

Le nouveau siège de l'institution

communautaire devrait employer jusqu'à trois cents personnes, dont une centaine de dirigeants et cadres internationaux, et du personnel local qui sera recruté sur place. Rappelons que la Cémac regroupe six pays d'Afrique centrale à savoir le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale et le Tchad. Tous ces pays ont une monnaie commune : le Franc, de la coopération française en Afrique (FCFA).

Yvette Reine Nzaba

Le week-end des Congolais de la diaspora en France et en Espagne

Pro A, 23^e journée

Limoges l'emporte en patron sur le terrain de Nanterre (81-73) avec un Nobel Bounou Colo des grands soirs : 19 points (8/9 aux tirs, 1/1 aux tirs primés, 4/4 aux lancers-francs), 7 rebonds (6 défensifs), 2 passes décisives, 1 interception, 1 perte de balle, 3 fautes commises pour 6 subies et +26 d'évaluation en 37 minutes.

Victoire également pour Nancy à Roanne (91-65). Face à son ancien club, Jean-Michel Mipoka a compilé 7 points, 2 rebonds défensifs, 1 faute subie et +5 d'évaluation en 11 minutes.

France, Pro B, 34^e journée

Boulogne-sur-Mer revient victorieux de son déplacement à Souffleyersheim (79-65) et reprend la tête du championnat (24 succès, 10 défaites). Meilleur passeur du match avec 5 assistances, Loïc Akono a joué 24 minutes pour 5 points, 2 rebonds, 3 interceptions, 2 pertes de balle, 3 fautes commises pour 1 subie et +8 d'évaluation.

Espagne, Liga ACB, 23^e journée

En déplacement chez l'ogre barcelonais, La Bruixa d'Or subit une cuisante défaite (91-63). Max Kouguère a joué 23 minutes pour 3 points, 1 ballon récupéré et +2 d'évaluation.

Camille Delourme